



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2676
15 novembre 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Le 5 décembre, se faire craindre du gouvernement, c'est possible !



Manifestations du 10 novembre

**Contre tous les racismes,
union des travailleurs
et de tous les opprimés !**

Murs de la honte

**Pour l'un tombé
à Berlin, d'autres
construits ailleurs**

LEUR SOCIÉTÉ

Retraites : hésitations gouvernementales 3
 Macron et l'OTAN : beaucoup de bruit pour rien 3
 Gilets jaunes : police et justice dans leur rôle 3
 Lutte ouvrière et les manifestations du 10 novembre : contre tous les racismes 4
 À la télévision : préjugés à l'état brut 4
 Emploi : poudre aux yeux et réalité 5
 Suicide d'un étudiant : une précarité insupportable 5
 APL : une baisse programmée inacceptable 5
 Pajemploi : des familles sur le carreau 5
 Violences faites aux femmes : inertie de l'État 6
 Pédophilie dans l'Église : le clergé s'absout à bon compte 6
 Mal-logement à Marseille : la colère est toujours là 6
 Paris - Porte de la Chapelle : les damnés de la terre 7
 Aide médicale réduite : une attaque contre tous 7
 Lycée Blanqui - Saint-Ouen : régularisation de Walid 7
 Française des jeux : le mythe de l'actionnariat populaire 11
 Travail de nuit : une attaque suspendue 11
 EuropaCity : les champs devront se passer d'Auchan 11
 Nos lecteurs écrivent 11
 11 novembre : leurs guerres, leurs profits 16

DANS LE MONDE

Espagne : le PS affaibli, l'extrême droite renforcée 8
 Chili : la mobilisation populaire se poursuit 8
 Bolivie : les travailleurs face à l'offensive de la réaction 9
 Brésil : Lula libre 9
 Murs de la honte : un de perdu, dix de retrouvés 16

IL Y A 30 ANS

Le 9 novembre 1989 : la chute du mur de Berlin et la fin de la RDA 10

ENTREPRISES

RATP - bus 12
 Mahle - Rouffach 12
 Safran - Villaroche 12
 Franprix - Paris 10^e 12
 Hôpitaux : le 14 novembre et après 13
 Urgences - Toulouse 13
 Psy'Activ - Carquefou 13
 SNCF - Vénissieux 14
 Technicentre du Landy 14
 Y'a de la tension dans l'air 14
 TGV Grand Est 14
 SNCF Isère - Hautes-Alpes 15
 Autoliv - Poitiers 15
 Éboueurs - Belfort 15

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière 3

Le 5 décembre, se faire craindre du gouvernement, c'est possible !

Trois semaines nous séparent de la journée de grève interprofessionnelle appelée par la CGT, FO, Solidaires et la FSU sur la réforme des retraites. Ce sont trois semaines qu'il faut mettre à profit pour préparer cette mobilisation.

Cette journée permettra, bien sûr, de dire non à cette énième réforme qui fera encore reculer l'âge de départ et diminuera les pensions. Le gouvernement parle des régimes dits spéciaux pour tenter de diviser les travailleurs en pointant ceux qui seraient privilégiés. Mais les vrais privilégiés, les milliardaires amis de Macron, seront épargnés, quand sa réforme frappera tous les salariés.

Avec des pensions calculées, non plus à partir des 25 meilleures années, mais de toute la carrière, tous les salariés seront perdants. Et il y a ce système de points qui s'apparente à un chèque en blanc demandé par l'État. Le gouvernement vient de prendre 3,5 milliards aux chômeurs, ou encore un milliard aux bénéficiaires de l'APL. Eh bien, demain, il pourra en faire autant sur le dos des retraités !

Plus largement, le 5 décembre peut être l'occasion d'exprimer toute la colère accumulée par le monde du travail. Et, réussi, il peut être une première étape pour se faire respecter de Macron et du grand patronat.

Depuis la rentrée, de nombreuses professions ont exprimé leur malaise, les journées de grève se sont multipliées, à la SNCF, à la RATP et dans la santé, où les hôpitaux fonctionneront au ralenti jeudi 14 novembre.

Cela fait des semaines que le gouvernement tente d'éteindre le feu qui couve à l'hôpital. Il multiplie les effets d'annonce, mais sans répondre à l'essentiel : le manque d'effectifs et de lits, les salaires trop bas, les heures supplémentaires non payées, et des conditions de travail de plus en plus folles. Le problème est tellement grave que les hôpitaux peinent à recruter et à garder les médecins ou les infirmières ! Autant dire que la mobilisation n'est pas près de s'arrêter.

Ce ras-le-bol et le sentiment d'être méprisés ne sont pas réservés aux travailleurs du public. Ils s'expriment dans les entreprises privées, où les travailleurs sont précarisés, traités comme des pions et soumis à la pression permanente de devoir en faire toujours plus pour gagner moins. Un plan de compétitivité n'est pas encore terminé qu'un autre est lancé, avec son cortège de

sacrifices : suppressions d'emplois, jours de repos rognés, obligations de mobilité et de flexibilité. Tout ça, alors que les grands groupes sont prospères, amassent les profits et distribuent des dividendes généreux, comme chez Michelin, PSA ou dans les banques.

Le gouvernement sait qu'il y a des limites à ce que les travailleurs accepteront. Dans ce climat, il craint tout départ de feu qui pourrait se généraliser à l'ensemble du monde du travail.

Il le craint d'autant plus que certaines mobilisations, à l'instar des gilets jaunes, sont venues de la base et peuvent échapper au contrôle des confédérations syndicales. Alors, oui, plus on approche du 5 décembre, plus la fébrilité monte côté gouvernement.

Sur les retraites, Macron et Philippe multiplient les signaux pour désamorcer la contestation. Ils ont d'abord repoussé la réforme au-delà des élections municipales de mars 2020. Ils ont ensuite abandonné la notion d'âge pivot à 64 ans. Aujourd'hui, ils seraient prêts à dégainer la clause du grand-père consistant à n'appliquer la réforme qu'aux nouveaux entrants sur le marché du travail.

C'est cynique, car si nous profitons aujourd'hui des avancées conquises dans les luttes par nos parents et grands-parents, ce n'est pas pour condamner nos enfants !

Mais cela montre aussi que le gouvernement a plus d'un tour dans son sac pour diviser, opposer les travailleurs et les syndicats les uns aux autres. Eh bien, il ne faut pas tomber dans ce piège !

Certains secteurs, comme la RATP et la SNCF, se mettent en ordre de marche. À la RATP, il s'agit de s'appuyer sur l'avantage pris avec la grève du 13 septembre, et de continuer le combat. À la SNCF, les mobilisations autour du droit de retrait et la multiplication des grèves locales sur la sécurité, les effectifs, les conditions de travail et les salaires ont montré que la contestation dépasse la question des retraites. Le 5 décembre permettra de l'exprimer à une échelle bien plus grande.

Alors, que l'on travaille dans le public ou dans le privé, il faut se saisir de cette journée pour exprimer notre colère. Aujourd'hui, le camp gouvernemental est inquiet d'un risque d'explosion sociale. Montrons-lui qu'il a raison de la craindre et, ensemble, faisons-nous respecter !



Retraites : hésitations gouvernementales

Redoutant une mobilisation massive à partir du 5 décembre, le gouvernement et ses porte-parole multiplient les paroles doucereuses pour tenter de désamorcer la colère populaire. En même temps, pour satisfaire leur électorat avide de fermeté contre les travailleurs, ils répètent qu'ils ont une totale détermination à réformer jusqu'au bout.

Gouverner, c'est mentir aux travailleurs et pratiquer le double langage. En inventant la clause du grand-père, qui prétend réserver la réforme aux seuls nouveaux embauchés, et en promettant de reporter aux calendes grecques la mise en œuvre de leur réforme des retraites, Macron et Philippe montrent qu'ils craignent le mouvement qui se prépare pour le 5 décembre. Comme l'exprimait un éditorialiste du journal *Les Échos*, « ils s'activent pour éteindre tous les départs de feu » et font tout « pour éviter que les luttes convergent ».

Après avoir réprimé à coups de canons à eau une manifestation des pompiers en colère, le gouvernement a délégué Jean-Paul Delevoye,

haut-commissaire à la réforme des retraites, pour les rassurer en affirmant qu'ils conserveront leur spécificité. À la veille de la journée de mobilisation dans les hôpitaux, Agnès Buzyn, ministre de la Santé, a promis une nouvelle enveloppe de plusieurs milliards pour verser des primes au personnel. Jean-Louis Tournain, médecin et député LREM, l'a appuyée: « Si cela n'est pas fait, le risque est que cela puisse dégénérer. »

Mais le naturel revient au galop et les pompiers de circonstance sont aussi des pyromanes. La porte-parole du gouvernement répète que celui-ci ira jusqu'au bout de la réforme. Interviewé le 7 novembre par le journal *Le Parisien*, Delevoye a affirmé qu'il ne

tergiversera pas avec les objectifs et que ceux qui sont favorisés par le système actuel devraient accepter des efforts. Il refuse, claironnet-il, d'actionner la clause du grand-père pour les régimes spéciaux de la RATP ou de la SNCF. Il tente de dresser les travailleurs du privé contre ceux des transports publics, qu'il présente, après tant d'autres, comme des privilégiés. Mais Delevoye s'est aussitôt fait recadrer par Philippe, qui répète que rien n'est tranché.

Cette valse-hésitation des macronistes ne résulte pas seulement des petits calculs que font les uns et les autres pour séduire telle ou telle fraction plus ou moins réactionnaire de l'électorat. Elle résulte des contradictions profondes de ce gouvernement, qui doit démolir coûte que coûte les droits des travailleurs pour livrer à la grande bourgeoisie les capitaux jusque-là consacrés aux hôpitaux, aux écoles ou aux transports publics, tout en évitant de provoquer une



SERGE DIGNAZIO

révolte sociale. L'art est difficile et les dirigeants politiques bourgeois s'y discréditent les uns après les autres, quand ils accèdent au pouvoir.

Puisque Macron et sa

bande sont dans l'embaras, c'est le moment pour les travailleurs de montrer leur force et d'utiliser leur poids vital dans l'économie pour défendre leurs intérêts.

Xavier Lachau

Macron et l'OTAN : beaucoup de bruit pour rien

Dans un entretien publié jeudi 7 novembre dans le magazine britannique *The Economist*, Macron a déclaré que l'Otan était en état de mort cérébrale, que l'Europe était au bord du précipice...

Des petites phrases choc qui visent surtout à soigner une image présidentielle bien dégradée, d'après les dernières enquêtes d'opinion.

Avec ces déclarations, Macron tente de reprendre la posture d'un de Gaulle prétendant vouloir mener une politique indépendante des États-Unis. C'est une vieille ficelle de la politique française, dont tous ses prédécesseurs ont usé à un moment ou un autre, à chaque fois qu'ils avaient besoin de faire remonter leur cote de popularité.

Dans la même interview, Macron a critiqué la règle budgétaire européenne qui veut que le déficit des États

nationaux soit limité à 3% du PIB. C'est là encore une diversion, très souvent utilisée par les politiciens de tous bords, de l'extrême droite à la gauche, visant à faire croire que ce serait l'Europe, et en particulier l'Allemagne, qui serait responsable des politiques d'austérité imposées par les États.

Que ce soit sous Macron aujourd'hui ou sous Hollande et Sarkozy hier, si les gouvernements français ont taillé dans les budgets sociaux et dans ceux des services publics, ce n'était pas pour répondre aux injonctions de l'Europe, mais à celles du grand patronat français qui exige toujours

plus de subventions et de cadeaux fiscaux. C'est pour satisfaire l'avidité de la bourgeoisie française dont ils servent les intérêts, les Arnault, Pinault, Dassault et autres privilégiés, que Macron et ses ministres réduisent les APL, les allocations versées aux chômeurs et condamnent les hôpitaux à une situation de sous-effectif dramatique.

Macron s'est aussi déclaré favorable au rétablissement des relations avec la Russie, ce qui lui a valu les félicitations de la porte-parole de la diplomatie russe... et certainement aussi des dirigeants des groupes capitalistes français qui cherchent à décrocher des contrats en Russie. Ils sont bien les seuls à avoir pris cette interview au sérieux.

Marc Rémy



SERGE DIGNAZIO

Manifestation des gilets jaunes du 9 novembre.

Les blessures, les coups, les tirs à la tête n'ont pas été des bavures policières. Ils ont été une façon de faire peur et d'intimider ceux qui voulaient continuer à descendre dans la rue. Les 10 000 gardes à vue visaient le même objectif, et d'ailleurs 4 700 n'ont donné lieu à aucune poursuite judiciaire. Il s'agit bien là de l'aveu qu'elles n'avaient pas de raison d'être.

La sévérité des condamnations, 1 000 à des peines

de prison ferme, 1 240 à des peines avec sursis, 920 à des peines alternatives, montre que la justice, dans toute sa « sérénité », a suivi le même chemin: celui de la défense de l'ordre bourgeois.

Ainsi, beaucoup de gilets jaunes ont découvert un des rôles essentiels de la police: elle sert à faire respecter l'ordre, aussi injuste soit-il. Ils peuvent aussi voir que la justice sert exactement à la même chose: faire taire un mouvement social.

Lena Pigalli

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Compiègne

Samedi 16 novembre à partir de 18 heures
Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Strasbourg

Dimanche 17 novembre à partir de 11 h 30
Centre socio-culturel l'ARES
10, rue d'Ankara (Esplanade)

Reims

Dimanche 17 novembre à partir de 11 heures
Salle des Phéniciens à Châtillons

Lutte ouvrière et les manifestations du 10 novembre : contre tous les racismes

Les manifestations appelées le 10 novembre contre le racisme et l'islamophobie ont rassemblé des milliers de personnes à travers le pays, dont 13 500 à Paris. Lutte ouvrière était présente dans le cortège, avec une banderole : « Contre les campagnes antimusulmans. Contre tous les racismes. Union des travailleurs et des opprimés. »

Cette manifestation a fait l'objet de nombreuses attaques et calomnies. Le Rassemblement national (RN) a ainsi dénoncé une marche organisée par les islamistes. Le gouvernement n'a pas dit autre chose, le secrétaire d'État Gabriel Attal jugeant la manifestation insupportable. Le PS a fustigé une dérive antilaïque et antirépublicaine. Les médias ont orchestré une campagne en règle contre cette manifestation antiraciste. Des signataires de l'appel ont ensuite refusé de l'assumer, tel François Ruffin, député de La France insoumise, qui a expliqué avoir signé distraitemment « en mangeant des frites et des gaufres », ajoutant qu'il ne participerait finalement pas car, le dimanche, il préfère jouer au football... Contrairement à ce genre de responsables politiques dont le mot d'ordre semble plutôt être « courage, fuyons ! », Lutte ouvrière est fière d'avoir participé à ces manifestations en y

défendant clairement son point de vue.

L'appel du 1^{er} novembre et la lutte contre l'islamophobie

À l'origine de ces manifestations, se trouve un appel publié le 1^{er} novembre dans *Libération*, puis relayé par *Mediapart*, et intitulé : « Le 10 novembre, à Paris, nous dirons stop à l'islamophobie ». Lutte ouvrière n'a pas signé ce texte, car il comporte des formulations ambiguës, voire tout à fait contestables. Certains des organisateurs sont des réactionnaires, ennemis déclarés des travailleurs, à l'instar du Comité contre l'islamophobie en France (CCIF), une association proreligieuse.

Nombre de ceux qui dénoncent l'islamophobie portent en réalité des idées communautaristes, religieuses et misogynes. Les communistes que nous sommes considèrent



MARTIN NODA/PHOTOQUE ROUGE

comme l'opium du peuple les préjugés religieux, qu'ils prennent la forme de l'islam, du christianisme, du judaïsme ou de tout autre culte. Et nous les combattons en leur opposant la conscience de classe. Les religions ont toujours été utilisées par les possédants, et les clergés ont été leurs alliés les plus sûrs contre les opprimés. L'islam ne fait pas exception, comme en témoignent aujourd'hui de nombreux régimes qui, de l'Iran à l'Arabie saoudite, servent avec férocité les privilégiés. Le port du voile islamique qu'ils imposent est lié à l'oppression et à l'enfermement des femmes, qui sont la règle dans ces sociétés.

Lutte ouvrière n'a évidemment pas cessé de combattre ces tendances, qui n'étaient d'ailleurs qu'une petite partie des manifestants du 10 novembre. Mais elle a tenu à manifester contre les campagnes de plus en plus pesantes des racistes, qui aujourd'hui préfèrent se replier sur la dénonciation de l'islam et des musulmans, car ils estiment le thème plus porteur. C'est tout le discours de Zemmour, ce journaliste d'extrême droite dont les ouvrages se vendent par centaines de milliers. C'est également la politique du RN, comme en témoigne cette diatribe d'un de ses élus contre une mère voilée accompagnant une sortie scolaire au conseil régional

de Bourgogne. C'est ce qui a inspiré l'auteur de l'attentat contre une mosquée à Bayonne, un ancien candidat RN, qui a fait deux blessés graves le 28 octobre. L'hostilité aux musulmans est aujourd'hui souvent le visage du racisme, de la haine de l'autre, de la xénophobie dont une frange de politiciens fait son fonds de commerce.

Par-delà les différences d'origine, une seule classe ouvrière

Les communistes combattent tout ce qui divise les travailleurs, à commencer par le racisme et la xénophobie qui gangrènent une partie de la société. L'extrême droite obtient des résultats électoraux exceptionnels. Le débat politique s'organise entre Le Pen et Macron. Ce dernier, déconsidéré dans les classes populaires, chasse maintenant lui aussi sur le terrain du RN, en faisant adopter une série de mesures contre les étrangers. Il s'agit, pour un gouvernement qui gave les capitalistes, de faire des étrangers les boucs émissaires. Les médias participent à cette campagne, que les travailleurs immigrés d'origine maghrébine ou africaine ressentent durement. Il s'est trouvé des personnes, y compris parmi ceux qui sympathisent avec une grande partie de nos idées, qui n'ont pas compris,

voire ont désapprouvé notre participation à ces manifestations. Ils ont tort, car cela revient à ignorer la pression haineuse qui s'exerce sur les travailleurs immigrés, une des composantes les plus exploitées de la classe ouvrière. Notre présence était un geste de solidarité à leur égard. C'était affirmer que nous étions dans leur camp face à ces politiciens démagogues.

Renoncer à manifester dans ces conditions reviendrait à laisser le monopole de la dénonciation du racisme aux communautaristes et aux islamistes, qui sont aussi des tendances politiques à combattre. Ce serait les aider à convaincre les travailleurs immigrés qu'ils sont leurs seuls défenseurs, autrement dit : le résultat qu'ils recherchent.

L'objectif des opposants à ces manifestations, qu'ils soient lepénistes ou macronistes, était d'empêcher toute protestation contre la campagne de haine antimusulmans. Alors, les sermons de ces ennemis patentés des travailleurs, et notamment des immigrés, sont nuls et non avendus. Aujourd'hui comme hier, les communistes révolutionnaires doivent mener, contre tous les racismes, le combat pour l'unité du monde du travail autour de ses intérêts de classe. Et leur place est aux côtés des travailleurs et des opprimés qui sont la cible de campagnes odieuses.

Michel Bondelet



À la télévision : préjugés à l'état brut

Mardi 5 novembre, sur le plateau de LCI, une chroniqueuse connue pour son positionnement à l'extrême droite a commenté l'interpellation de Macron à Lubrizol par une mère célibataire au smic.

Son commentaire est révélateur : « Cette dame, qu'est-ce qu'elle a fait pour se retrouver au smic ? Est-ce qu'elle a bien travaillé à

l'école ? Est-ce qu'elle a suivi des études ? Et puis, si on est au smic, il ne faut peut-être pas non plus divorcer dans ces cas-là ! », a dit la

journaliste.

La vidéo de cette intervention a fait le tour d'Internet et choqué. La chroniqueuse a été licenciée du journal d'extrême droite pour lequel elle travaillait et, sous la pression, a fait son mea culpa à la télévision. Mais elle n'a fait qu'exprimer crûment les

préjugés véhiculés par la droite, la propagande du gouvernement et les défenseurs des riches. À entendre ces commentaires, les chômeurs sont responsables de leur chômage, les migrants sont responsables des bombes qui leur tombent sur la tête... et les pauvres sont responsables

de leur pauvreté, en ne travaillant pas bien à l'école, et en divorçant par-dessus le marché !

Quant à ces gens-là, ils seront en tout cas responsables de l'explosion de colère qui finira bien par les balayer du devant de la scène.

Julie Lemée

Emploi : poudre aux yeux et réalité

La deuxième édition du baromètre d'Adecco, le leader de l'intérim et du recrutement, prévoit une baisse du chômage pour l'année 2020, en s'appuyant sur les données de différents organismes comme Pôle emploi, l'Insee, l'Urssaf, etc.



Il faudrait s'attendre, paraît-il, à 3,7 millions de recrutements sur douze mois, à condition que ni le Brexit ni des guerres commerciales ni la frilosité de certains entrepreneurs ne causent des remous.

Cela n'a pas empêché les cocoricos de certains commentateurs : en six ans au lieu de cinq, avec 804 000 emplois supplémentaires, on serait presque arrivé au million d'emplois que promettait Pierre Gattaz, patron du Medef en

2013! Mais quels emplois, à supposer qu'ils existent?

La réalité, c'est l'existence d'un chômage persistant : en France métropolitaine on compte, toutes catégories confondues, un peu plus de 5,5 millions de sans-emploi, dont près de 3,4 millions sans aucune activité. La réalité, c'est la fermeture de grosses entreprises, les licenciements par milliers chez General Motors, Michelin, dans la grande distribution. Ce sont tous les services publics qui

suppriment des postes, et tous ces licenciements massifs, déguisés sous le nom de fin de mission pour les intérimaires, entre autres dans l'industrie automobile.

Quant à la création d'emplois, il s'agit, comme le journal *propatrimonial Les Échos* le reconnaît lui-même, d'emplois « peu qualifiés, peu payés et souvent moins bien protégés ». Voilà ce que les patrons et le gouvernement, avec les nouvelles lois sur l'indemnisation du chômage, proposent aux chômeurs actuels et futurs : accepter, au lieu d'un emploi à temps plein et stable, des missions dont la durée ne leur permettra plus de toucher l'indemnité de chômage, voir leur salaire amputé par des frais de transport de plus en plus lourds et des horaires incompatibles avec une vie sociale normale.

C'est là la situation que connaissent déjà de très nombreux salariés et que le gouvernement et le patronat veulent imposer à tous, dans le privé comme dans le public. Il faut les empêcher!

Sylvie Maréchal

Suicide d'un étudiant : une précarité insupportable

Vendredi 8 novembre, Anas, étudiant de 22 ans en sciences politiques à l'université Lyon 2, militant actif du syndicat Solidaires, a tenté de mettre fin à ses jours en s'immolant par le feu devant le siège du Crous lyonnais (Centre régional des œuvres universitaires).



Rassemblement le 12 novembre devant le bâtiment du Crous où Anas s'est immolé

Sauvé par l'intervention d'un ouvrier travaillant sur un chantier voisin, brûlé à 90%, il était toujours entre la vie et la mort le 12 novembre. Quelques minutes plus tôt, il avait posté sur Facebook un texte dans lequel il liait son geste de désespoir à la précarité dans laquelle les étudiants sont plongés. Il venait d'apprendre qu'il perdait le bénéfice de sa bourse et de son logement en cité universitaire, après un nouveau redoublement. « Même avec

une bourse, demandait-il, 450 euros par mois, est-ce suffisant pour vivre ? » Et au-delà : « Après ces études, combien de temps devrons-nous travailler, cotiser, pour une retraite décente ? Pourrons-nous cotiser avec un chômage de masse ? » Il dénonçait la responsabilité de Macron, Hollande et Sarkozy dans l'aggravation de cette précarité, eux qui ont baissé les APL, augmenté les frais d'inscription à l'université, tandis que le coût du logement ou du transport

n'a cessé d'augmenter.

Cet acte de désespoir a ému et révolté beaucoup des étudiants de Lyon 2, où Anas était connu et apprécié, et plus largement dans le milieu militant lyonnais. Conformément à sa demande, ses camarades de Solidaires étudiants ont continué à lutter en organisant un rassemblement mardi 12 novembre devant le Crous. Après diverses interventions, près de mille personnes ont repris des slogans dénonçant cette société « où les jeunes sont dans la galère et les vieux dans la misère ».

Cette tentative de suicide a évidemment des causes multiples. Mais elle révèle la situation dramatique que vivent de nombreux étudiants pauvres, obligés d'accepter n'importe quel emploi pour payer leurs études, parfois jusqu'à se prostituer. Une société qui abandonne ainsi sa jeunesse ne mérite pas d'exister. Il est urgent de la transformer.

Correspondant LO

APL : une baisse programmée et inacceptable

Le ministre du Logement Julien Denormandie a commencé à détailler la réforme des Aides personnalisées au logement (APL) qui entrera en vigueur en 2020. Son objectif est clairement d'économiser 1,2 milliard d'euros sur le dos des allocataires.

Il s'agit de calculer les APL non plus sur les revenus perçus deux ans plus tôt, mais sur ceux des douze derniers mois. L'administration se servira des données du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu pour recalculer les droits aux APL tous les trimestres.

En réalité, ce changement n'est pas seulement technique.

Denormandie a beau présenter sa réforme comme une mesure de justice et de bon sens, il ne peut cacher qu'il s'agit de faire des économies aux dépens des 6,5 millions de foyers, dont 40% vivent en dessous du seuil de pauvreté, qui touchent les APL. D'ailleurs il le reconnaît en prétendant : « On ne fait pas des économies pour se faire plaisir, on fait des économies parce que c'est important pour nous et pour les générations futures. » On se demande bien où passe le souci

pour les générations futures quand le gouvernement auquel il appartient reverse des dizaines de milliards de fonds perdus au patronat ou qu'il dépense tant et plus en budget militaire.

Cette réforme intervient après la baisse générale de cinq euros par mois des APL, que Macron a imposée en 2017. En 2020, c'est 600 000 personnes qui n'auront plus droit à cette aide et 1,2 million qui la verront diminuer. Le gouvernement sait cela pertinemment. C'est pourquoi cette attaque, qui était programmée au printemps 2019, au moment où la contestation des gilets jaunes lui posait un problème, a été repoussée de mois en mois.

Cette baisse programmée des APL, comme bien d'autres mesures antiouvrières, mériterait qu'on la fasse remballer sans tarder à Macron et à son équipe.

Lucien Déroit

Pajemploi : des familles sur le carreau

Depuis mai 2019, le complément de libre choix du mode de garde (CMG), destiné à aider financièrement les parents qui font garder leur enfant par une garde à domicile ou une assistante maternelle, n'est plus versé par les CAF mais par Pajemploi, un service de l'Urssaf situé au Puy-en-Velay.

Ce changement a l'avantage de réduire le laps de temps durant lequel les 860 000 familles bénéficiaires doivent avancer le salaire de leur nourrice avant de percevoir l'aide financière qui peut s'élever jusqu'à 468 euros par mois. Mais, lors du transfert des dossiers des CAF à Pajemploi, un bug informatique a eu lieu.

Depuis, plus de 21 000 familles n'ont pas reçu cette aide. Des familles ont versé l'intégralité des salaires sans avoir reçu de compensation ou ont été prélevées de cotisations sociales normalement prises en charge par la CAF, d'autres ont licencié leur nourrice, d'autres ont arrêté leur travail pour garder leur enfant. Devant le nombre de réclamations, les employés

ont fait grève pour réclamer des renforts. Des familles ont créé un collectif qui dénonce le manque de communication. Pajemploi affirme avoir versé des acomptes de prestations aux ménages en difficulté.

Une trentaine de CDD ont été embauchés pour faire face à la surcharge de travail. Quant au bug, Pajemploi informe que des dysfonctionnements ont été identifiés dès le mois de juin. Mais, à ce jour, il n'avance aucune date pour la résolution complète du problème.

S'il s'agissait du non-versement des dividendes à des actionnaires de grands groupes capitalistes, gageons que le dysfonctionnement serait réglé sans tarder.

Correspondant LO

Violences faites aux femmes : inertie de l'État

À l'heure où nous écrivons, 131 femmes ont été assassinées en France par un compagnon ou un ex-conjoint depuis le début de l'année 2019. Une femme est tuée tous les deux jours, parmi les 200 000 victimes annuelles de violences conjugales ou parmi les 80 000 victimes de viol ou de tentative de viol.

La 131^e femme tuée l'a été dimanche soir 10 novembre, dans le Bas-Rhin. Sa fille, appelée à l'aide, est arrivée trop tard et, dénonçant-elle, une demi-heure avant la gendarmerie. « Personne n'a voulu nous écouter, nous aider, ajoute-t-elle, à part des conseils du type "Il faut porter plainte Madame" ». Une main-courante et une plainte avaient été enregistrées, sans effet. Le

9 novembre, une femme était défenestrée dans l'Aube et, la veille, une autre étranglée à Levallois, toujours par des hommes qui se sentaient des droits sur elles.

La mise en scène du Grenelle des violences conjugales, commencé début septembre et qui doit se terminer le 25 novembre, consiste en dénonciations, déclarations d'intention,



voire projets de mesures. Les moyens sont largement insuffisants pour mettre à l'abri rapidement – comme le prétend le Premier ministre – partout et tout de suite les femmes en danger. Les associations comme Osez le féminisme ou Nous toutes, dénonçant les insuffisances hypocrites du gouvernement, « qui ne fait que de la com' », exigent qu'un milliard d'euros soit mis sur la table pour parer au plus urgent. D'ailleurs, les places supplémentaires

d'hébergement, le bracelet antirapportement géolocalisé, la généralisation du dépôt de plainte à l'hôpital, la création de procureurs référents dans les tribunaux, cet arsenal existe déjà. En outre, plusieurs centaines de témoignages de femmes traitées par le mépris, la moquerie ou pire, lors de leur tentative de dépôt de plainte dans un commissariat, ont été signalés en 2018.

Les exigences de ces associations, incluant les moyens financiers, comprennent la

formation des professionnels à détecter les violences et à réagir de manière efficace, l'ouverture de places pérennes d'hébergement dans des lieux dédiés, la démultiplication des ordonnances de protection et la systématisation des bracelets électroniques pour les compagnons violents condamnés, la prévention obligatoire et systématique à l'école, l'obligation faite aux entreprises de prévenir effectivement les violences sexistes et sexuelles au travail et de protéger les femmes victimes de violences conjugales.

Toutes ces mesures s'imposent. Le combat contre cette société qui impose aux femmes injustices et discriminations, ne serait-ce que par le biais de l'inégalité salariale, doit être mené ici et maintenant.

Viviane Lafont

Une manifestation est appelée par le collectif Nous toutes et d'autres organisations syndicales ou féministes. Lutte ouvrière s'y associe.

Samedi 23 novembre à 14 heures à Paris place de l'Opéra

Pédophilie dans l'Église : le clergé s'absout

Après bien d'autres, l'Église de France a commencé à se préoccuper des agressions sexuelles commises par des prêtres.

La commission ad hoc a reçu 2 800 témoignages concernant des mineurs confiés à des curés mais aussi des jeunes hommes et femmes soumis à leur autorité. Les évêques, réunis à Lourdes début novembre, ont décidé de proposer un forfait unique aux victimes.

Il s'agit d'une somme d'argent, dont le montant reste à déterminer, qui sera versée par l'Église à toute

victime mineure au moment des faits. Elle sera accordée quelle que soit la décision de justice, y compris la prescription, du moment que le prêtre sera reconnu coupable. Un fonds spécial sera abondé par les prêtres et les fidèles volontaires. Il sera demandé aux prêtres coupables d'agressions de verser leur obole.

L'Église aurait bien sûr les moyens financiers de verser des indemnités.

Mais payer sur ses fonds ordinaires serait reconnaître la culpabilité de l'institution elle-même, depuis les prêtres pédophiles jusqu'aux évêques qui les ont couverts et, surtout, jusqu'au système qui les engendre ou les attire. Elle demande donc à l'ensemble des catholiques, clercs et laïcs confondus, d'assumer la responsabilité financière et morale de ses turpitudes puisque, disent les évêques, « l'argent est un élément nécessaire pour reconnaître la souffrance des victimes ».

La hiérarchie reste ainsi au-dessus de tout soupçon et infailible, comme le pape lui-même. S'il y a eu crime, et il aura fallu des années pour l'admettre, c'est à l'ensemble des fidèles de se tenir pour coupables et d'expié. Un peu d'argent guérit toutes les plaies et vaut toutes les indulgences. Cette morale de parasite n'est certes pas propre à l'Église catholique, mais il faut reconnaître qu'en 2 000 ans elle en aura donné de multiples exemples.

Paul Galois

Mal-logement à Marseille : la colère est toujours là

Samedi 9 novembre à Marseille, près de 7 000 manifestants ont dénoncé le logement insalubre. Le cortège, imposant, a emprunté la rue d'Aubagne, non loin du vide laissé par l'effondrement de plusieurs immeubles qui avait causé la mort de huit habitants, le 5 novembre 2018.

À l'initiative des associations, notamment le Collectif du 5 novembre et Un Centre-ville pour tous, la manifestation a emprunté les rues étroites du quartier de Noailles, derrière une banderole de tête affirmant : « Un an après, ni oubli, ni pardon ». Les pancartes improvisées témoignaient de l'indignation de la population : « Habitants dignes face à l'indignité », ou « Relogement des habitants, délogement des élus ». Un an après, la colère contre l'incurie de la mairie et de l'État est intacte. Et la désinvolture méprisante du maire dans le traitement des délogés

choque, tout autant que le déni de son inaction municipale pour le logement.

Deux semaines après l'effondrement, la mairie avait bien ouvert un Espace d'accueil des évacués, non loin de la rue d'Aubagne, mais les locaux comme le personnel étaient insuffisants pour répondre en urgence à la situation dramatique des délogés. Et ils étaient d'autant plus nombreux que la mairie multipliait les arrêtés de péril, vidant les immeubles dans la précipitation, dans des arrondissements de plus en plus éloignés du centre-ville. Les évacués devaient patienter de longues heures,

sans toujours trouver de solution à leurs nombreuses difficultés.

Face à l'inertie de la mairie, ce sont les militants associatifs et les habitants qui ont fourni une assistance précieuse aux délogés, en récoltant et distribuant des vêtements ou des produits d'hygiène, en aidant à remplir les papiers et à effectuer les démarches primordiales. Profitant de la vulnérabilité de familles sous le choc, certains groupes d'assurances avaient tenté de résilier leur contrat d'assurance ; des opérateurs téléphoniques continuaient à faire payer des forfaits pour des box Internet ou des téléphones laissés dans l'appartement quitté précipitamment. Jusqu'aux tribunaux d'instance qui rejetaient les demandes d'indemnisation, au motif que les locataires évacués ne payaient plus

leur loyer !

Aujourd'hui, sur les plus de 3 000 délogés dans l'année, 600 ont été relogés et, parmi eux, 63 seulement le sont à titre définitif, soit un sur cinquante ! L'immense majorité subit encore la précarité d'un logement provisoire, d'un hébergement

dans les hôtels ou chez des proches. C'était aussi pour témoigner de leur solidarité face à cette situation révoltante, comme à celle de tous les mal-logés, que bien des manifestants avaient tenu à être présents à cette nouvelle marche.

Correspondant LO



Manifestation dans les rues étroites du quartier de Noailles.

Paris – Porte de la Chapelle : les damnés de la Terre

Mercredi 7 novembre, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a annoncé le démantèlement des camps de migrants de la porte de La Chapelle et de la porte d'Aubervilliers, dans le nord de Paris. Dès le lendemain, à 6 heures du matin, 600 policiers opéraient une véritable rafle sur le campement de porte de La Chapelle.

1 606 migrants ont dû monter dans des bus pour être conduits dans quinze gymnases de Paris ou de sa région, leurs tentes ou abris ont été systématiquement éventrés, détruits. Près de 500 personnes, alertées avant la venue de la police, s'étaient enfuies et errent maintenant dans Paris ou sa banlieue, sans aucun abri.

C'est la 59^e opération de ce type, et les campements se sont toujours reformés, parce qu'aucune véritable solution n'a jamais été proposée aux migrants qui arrivent à Paris comme dans le reste du pays. Lorsque le gouvernement prétend qu'il s'agit d'une mise à l'abri, c'est de l'hypocrisie pure et simple. Certes, certaines familles, qui se verront reconnaître un droit d'asile

de plus en plus restrictif, vont peut-être obtenir à terme un toit et le droit de travailler. Mais la grande majorité, après un examen rapide de leur dossier, se verront déboutés de leur demande d'asile ou plus sommairement reconduits à la frontière.

Depuis des années, les gouvernements successifs imposent aux migrants qui arrivent sur le territoire des conditions indignes. Ils sont des milliers qui fuient la guerre, la violence, la misère, et qui, pour arriver dans ce pays, ont affronté des dangers inouïs. Ils ont affronté la traversée de la Méditerranée, les risques de naufrage, les rackets des passeurs, l'esclavage en Libye. Le seul accueil qui leur est proposé est la rue et la fuite devant les

LE COURRIER PICARD



Évacuation des migrants le 7 novembre.

rafles, parce que les services sociaux manquent de personnel, parce que l'Ofpra est débordé. Quand les familles avec enfants appellent le 115, le numéro est saturé et, vaille que vaille, elles doivent se débrouiller en squattant

ou en organisant des campements de fortune. Rien depuis des années n'a été fait pour accueillir dignement les migrants. Ce sont les habitants des quartiers de La Chapelle ou de l'avenue du Président-Wilson à Saint-Denis qui leur ont

offert des tentes et des repas. C'est une fraction de la population qui leur a ouvert les bras, consciente que ces immigrés sont des frères de classe. L'État, lui, a envoyé la police gêner les distributions de repas ou multiplier les contrôles.

L'opération de Castaner, exhibant 600 policiers pour encadrer 1 600 migrants, a d'abord été une démonstration destinée à l'opinion publique la plus réactionnaire, celle qui ne rêve que de fermeté à l'égard de ces étrangers, et même, plus généralement, à l'égard des plus démunis. Le ministre de l'Intérieur montre les muscles pour affirmer qu'il n'acceptera plus de campements dans Paris. Ce sera peut-être le cas, mais les migrants s'installeront plus loin, dans des conditions de plus en plus précaires. En les faisant vivre comme des damnés, le gouvernement montre comment il considère les déshérités, et quel sort il peut réserver aux plus pauvres.

Aline Urbain

Aide médicale réduite : une attaque contre tous

Mercredi 6 novembre, le gouvernement a annoncé des mesures contre les migrants. Elles sont toutes plus infâmes les unes que les autres.

Outre le délai de carence de trois mois instauré avant de pouvoir enregistrer une demande d'une Protection universelle maladie (PUMa) ou de l'Aide médicale d'État (AME), le gouvernement réduit à six mois au lieu de douze le temps où les demandeurs d'asile déboutés peuvent encore se faire soigner. Enfin, pour pouvoir bénéficier de soins, il faudra dans de nombreux cas en demander l'autorisation à l'Assurance

maladie.

Comme en témoigne notamment Médecins du monde, nombre de migrants qui arrivent en France à la fin d'un terrible parcours parviennent très difficilement à accéder aux soins. Même le très réactionnaire Ordre des médecins est critique et pointe une menace pour la santé publique, tant il est vrai que soigner le plus tôt possible les malades, migrants ou non, est une protection pour l'ensemble

de la population.

Et ce n'est pas seulement d'un point de vue médical que l'avenir de la population, et en particulier celui des travailleurs, est lié à l'accueil fait aux migrants, car c'est en tant que pauvres que les migrants sont attaqués. Le fantasme du tourisme médical est brandi par le gouvernement à l'encontre de migrants qui touchent moins de 740 euros par mois, plafond de ressources pour toucher l'AME. En réalité, seuls 38 cas de fraude à l'AME ont été recensés. C'est dire

l'utilisation délirante qui est faite de ce prétendu danger pour mener une campagne antimigrants.

Ces dernières années, le nombre de migrants qui parviennent à toucher l'AME n'a pas augmenté. Celle-ci ne représente que 0,5% des dépenses de l'Assurance maladie et elle est alimentée par le budget de l'État. Même si elle est dérisoire du point de vue des chiffres, sa réduction annoncée par le gouvernement participe lourdement à la dégradation de la santé des classes populaires.

Jean Sanday

Lycée Blanqui – Saint-Ouen : régularisation de Walid !

Mercredi 6 novembre, Walid, un élève de première année de BTS au lycée Blanqui de Saint-Ouen, dans la région parisienne, a été arrêté lors d'un contrôle de police parce qu'il n'avait pas de papiers à jour.

Il vit avec sa famille, a un titre de séjour étudiant, mais il n'a pas réussi à le renouveler. Un tel renouvellement n'est pas une formalité simple, y parvenir tient même du parcours du combattant. Il peut de ce fait arriver que les délais finissent par être dépassés.

Walid se trouve depuis son arrestation au centre de

rétenion administrative de Vincennes, et il a reçu une obligation à quitter le territoire français (OQTF), que sa famille a contestée. Professeurs et élèves du lycée ont aussitôt réagi. Arrêter et menacer d'expulsion un lycéen dont la famille vit en France, parce qu'il n'a pas réussi à renouveler son titre de séjour étudiant, est une injustice, et a été ressenti

comme telle.

Une pétition a circulé, signée massivement par les professeurs et les élèves du lycée. Mardi 12 novembre, une centaine de personnes, personnels et représentants des élèves du lycée, se sont réunies, en présence de la famille de Walid. D'autres actions sont prévues jeudi 14 novembre et le lendemain, jour de l'audience au tribunal administratif.

Walid doit être libéré et régularisé!

Correspondant LO



Espagne : le PS affaibli, l'extrême droite renforcée

En Espagne, les résultats des élections législatives du dimanche 10 novembre, quatrième scrutin en quatre ans, ont confirmé la lassitude d'une bonne partie de la population travailluse et traditionnellement de gauche. Elle s'est exprimée par une augmentation de l'abstention de 6% par rapport aux élections d'avril dernier.



Un meeting du PSOE.

Les manœuvres politiques du socialiste Pedro Sanchez, chef du gouvernement, ont irrité et déçu l'électorat de gauche. Ce que pronostiquaient les sondages a été confirmé : une spectaculaire montée du parti d'extrême droite Vox, un tassement du Parti socialiste (PSOE) et un recul des deux partis qui prétendaient faire du nouveau.

C'est le cas, à gauche, de Unidad-Podemos. L'alliance d'Izquierda Unida (PU) et du parti Podemos, fondé par Pablo Iglesias dans la foulée du mouvement de contestation des Indignés, perd sept sièges. Mais c'est aussi le cas à droite, où le parti Ciudadanos perd 47 sièges!

Si les socialistes restent en tête avec 120 députés, ils en

perdent trois et ils sont loin d'obtenir les 176 sièges qui leur permettraient de disposer de la majorité absolue pour un gouvernement homogène, ce qui était l'objectif de Sanchez et qui explique ses tortueuses manœuvres politiciennes.

Le Parti populaire, parti de la droite traditionnelle, regagne des sièges. Mais le fait marquant de ces élections reste la montée de Vox, parti d'extrême droite, qui passe de 24 sièges à 52.

Sanchez, qui ambitionnait de se renforcer au travers de ces élections anticipées et qui pour cela voulait tirer parti de la question catalane, a perdu son pari. Non seulement il sort affaibli de ces manœuvres, mais il a servi de marchepied à l'extrême droite. Tout au long de la campagne électorale, il a cherché à séduire l'électorat de gauche, par exemple en faisant le geste de sortir le corps de Franco de son mausolée. Mais il cherchait aussi à flatter les électeurs désenchantés de Ciudadanos, en parlant de concorde, de gouvernement

pour tous, changeant presque chaque jour son discours, navigant de gauche à droite, sans jamais parler de ce qui intéresse le monde du travail.

Ayant obtenu tout le contraire de ce qu'il espérait, il lui faudra pour gouverner l'appui non seulement de Podemos mais aussi des partis nationalistes catalans et basques, des combinaisons qui, quelles qu'elles soient, seront fragiles et instables.

L'extrême droite, dans ce contexte, va peser de plus en plus. Elle s'est nourrie, en plus des traditionnels suffrages réactionnaires, du désenchantement d'un certain nombre de travailleurs, qui ont voulu sanctionner des politiciens uniquement préoccupés de leur manœuvres et de leurs sinécures, n'apportant en réponse à leurs problèmes de chômage, de retraite, de précarité et de bas salaires que des menaces de nouvelles attaques. Des travailleurs ont voulu par ce vote d'extrême droite mettre un coup de pied dans la fourmière, comme d'autres l'ont fait ailleurs en Europe, et

comme ceux qui en France justifiaient ainsi leur vote pour Le Pen.

Loin des calculs et des manœuvres électorales qui n'ont pu qu'écœurer bien des électeurs, les travailleurs doivent se préparer à se mobiliser. Car le seul pronostic vraiment certain, en Espagne comme ailleurs, c'est que les retraites continueront d'être attaquées et qu'il faudra les défendre, c'est qu'il faudra lutter contre les licenciements, qu'il faudra lutter pour de meilleurs salaires.

Au-delà des jeux politiques, le pouvoir reste aux mains de la grande bourgeoisie industrielle et financière et, quels que soient ceux qui gouvernent, celle-ci veut faire payer la crise aux travailleurs et à la population. La vraie question posée pour les mois à venir n'est pas la composition des coalitions gouvernementales et leur stabilité, c'est de se préparer à défendre les emplois, les retraites et le niveau de vie par des mobilisations massives du monde du travail.

Jacques Muller

Chili : la mobilisation populaire se poursuit

La mobilisation de la population continue au Chili. Le 11 novembre, les enseignants répondaient à un nouvel appel à la grève de deux jours, rejoints le lendemain par un appel à la grève générale.

Depuis trois semaines, les manifestations massives se succèdent dans toutes les grandes villes. Le 7 novembre, plus de 300 000 personnes s'étaient encore rassemblées sur la plaza Italia à Santiago. Dans tout le pays, l'effervescence continue, malgré les différentes tentatives du pouvoir pour y mettre un terme.

Fin octobre, le président Piñera a décidé une augmentation de 20% du minimum retraite ainsi qu'une hausse du salaire minimum à 350 000 pesos (420 euros), sans que cela coûte un centime au patronat, car l'État paierait la différence. Cela n'a convaincu personne, pas plus que la levée de l'état d'urgence et des différents couvre-feux, car la répression continue. Elle a déjà causé 23 morts, 1 200 blessés et 7 000 arrestations de manifestants.

La plateforme Unidad social (Unité sociale) réunit plusieurs collectifs et syndicats, en particulier la Centrale unitaire des travailleurs (CUT). Elle voudrait encadrer le mouvement et a mis en place par en haut un comité de grève chargé d'organiser le blocage total du

pays le mardi 12 novembre. Plusieurs syndicats, ceux des ports, du transport public, de l'aéroport de Santiago, des mines et de l'administration, en sont partie prenante. Unidad social et la CUT revendiquent une Assemblée constituante et une autre Constitution.

En annonçant, le 10 novembre, qu'il est prêt à modifier la Constitution, et donc à satisfaire Unidad social et la CUT, Piñera, qui jusqu'à présent s'y était toujours opposé, espère éteindre la contestation avec l'appui de la bureaucratie syndicale.

La Constitution chilienne date de 1980. Elle a été mise en place par le dictateur Pinochet. Outre des clauses antimarxistes abandonnées depuis, elle a accompagné les mesures de privatisation économique, qui ont creusé fortement les inégalités. La privatisation des réseaux d'eau fait qu'aujourd'hui des provinces entières en manquent, les grands propriétaires l'accaparant par exemple pour la culture des avocats. Le cuivre, 50% des exportations, est en partie entre les mains de groupes capitalistes comme l'australien BHP. La santé, le système

de retraite, l'éducation ont été bradés au privé, et ce qui reste de public est en piteux état. Les droits des Indiens mapuches sont bafoués et leurs terres ancestrales volées, ce qui explique que des manifestants arborent le drapeau de ce peuple et revendiquent la reconnaissance d'un État plurinational, ainsi qu'une renationalisation des ressources naturelles et le retour au public de l'éducation,

de la santé et des retraites.

Proposer la révision de la Constitution comme objectif politique au mouvement de contestation est évidemment tenter de l'engager dans une voie de garage. Une nouvelle Constitution ne changera pas le sort des ouvriers, des retraités, des paysans, des étudiants pauvres. Les constitutions ont beau proclamer des droits sur le papier, cela n'a jamais empêché

les capitalistes d'exploiter les travailleurs, de piller les richesses d'un pays et les pires inégalités de s'accumuler.

Il n'est pas sûr que cette manœuvre mettra fin aux manifestations massives et aux grèves. Depuis le 23 octobre, à plusieurs reprises, les dockers ont bloqué les ports du pays et les mineurs de cuivre ont commencé à montrer leur force.

Antoine Ferrer



Le 22 octobre à Santiago du Chili.

Bolivie : les travailleurs face à l'offensive de la réaction

Dimanche 21 novembre, après vingt jours de crise, sous la pression de la droite et de l'armée, le président bolivien Evo Morales été contraint à la démission.

Morales avait perdu un référendum, censé lui permettre de se représenter une quatrième fois à l'élection présidentielle, qui avait été sa première défaite dans les urnes. Il avait cependant obtenu l'autorisation d'un tribunal pour se représenter. Son succès à l'élection, avec dix points d'avance sur son adversaire, a entraîné des affrontements de rue, orchestrés par la droite, qui ont fait trois morts et 383 blessés.

La droite a eu le soutien de l'OEA, l'Organisation des États américains, très liée à Washington, qui a dénoncé une élection entachée d'irrégularités. Evo Morales a alors annoncé de nouvelles élections et la réforme du tribunal électoral, sans que cela calme la protestation. Mais le coup de grâce est venu de l'armée et de la police, quand les commandants en chef de ces deux corps lui ont demandé de démissionner « pour permettre la pacification et le maintien de la stabilité, pour le bien de notre Bolivie ».

Lâché par l'armée

La démission de Morales, réfugié maintenant au Mexique, a entraîné une cascade de démissions politiques, mais elle a surtout déclenché la colère des classes populaires, qui prend pour cible la droite.

Cette dernière est dirigée par Carlos Mesa, ex-président et candidat perdant de la récente présidentielle, et Fernando Camacho, patron et président du comité civique de Santa Cruz, ville et région riche en gaz, où les possédants avaient tenté en 2008 de faire sécession avec le soutien des États-Unis. Ils s'appuient sur un bloc conservateur réunissant l'Église catholique et les évangélistes, pour tenter de rétablir leurs privilèges égratignés par les mesures de Morales en faveur des déshérités.

Ce dernier, dirigeant syndical des paysans producteurs de coca, avait été porté à la présidence en 2005, à la suite de plusieurs soulèvements populaires commencés en 2002, notamment pour refuser le pillage des



Affrontement à La Paz entre policiers et partisans de Morales après sa démission.

richesses gazières par les multinationales.

Programmes sociaux de Morales

Bénéficiaire, grâce à la production de gaz, de ressources importantes plus stables que la rente pétrolière, Morales a mené des politiques sociales comparables à celles de Chavez au Venezuela. Le salaire minimum a été régulièrement augmenté, de 300 % entre 2007 et 2016, des pensions de retraites instituées.

En 2016, la Bolivie avait le taux de chômage le plus bas d'Amérique du Sud (4%). Selon l'OMS, de 2007 à 2014, le budget de la Santé a progressé de 173%. Les campagnes de vaccination ont éliminé ou réduit la poliomyélite, la rubéole et la rougeole. De 2007 à 2017, la mortalité infantile a reculé de 50% et la sous-nutrition des enfants de 14%.

Le taux d'analphabétisme est tombé de 13 à 4%.

En conséquence, la troisième réélection de Morales en 2014 avait été pour lui-même un succès, grâce à ses programmes sociaux et à une croissance record de 6,5%, au point qu'il s'est cru autorisé à se faire construire un palais pharaonique, une tour de 29 000 m² regroupant tous les services, présidence, vice-présidence et ministères, mais aussi un luxueux appartement pour le chef de l'État.

Ce n'était plus le Morales qui, en arrivant au pouvoir, avait réduit de moitié son salaire de président et celui des hauts fonctionnaires. En fait, au pouvoir, il a toujours ménagé les classes possédantes. Comme Chavez au Venezuela, il a recherché le compromis, y compris quand celles-ci devenaient trop agressives,

comme en 2008 lors de leur tentative de sécession. Dès le début, Morales avait annoncé qu'il ne comptait pas chasser du pays les multinationales, mais seulement renforcer le poids de l'État dans le secteur des hydrocarbures afin d'accroître la part de revenus de la Bolivie. Son gouvernement a seulement révisé les contrats d'exploitation des compagnies étrangères, les rendant plus contraignants.

La réaction de colère de ses partisans montre que Morales dispose de larges soutiens dans les classes populaires. Mais visiblement il n'a pas envisagé ou pas voulu s'appuyer sur leur mobilisation pour neutraliser l'opposition. Les travailleurs et les opprimés sont maintenant directement face à des adversaires à l'offensive.

Jacques Fontenoy

Brésil : Lula libre, quelle alternative à Bolsonaro ?

Au soir du 8 novembre, après un an et demi de détention, Lula est sorti de la prison de Curitiba, dans le sud du Brésil. « Je suis libre, pour aider à libérer le Brésil de cette folie », a-t-il déclaré à ses partisans venus l'ovationner.



Quelques centaines de prisonniers peuvent désormais espérer eux aussi sortir de prison. Mais c'est bien Lula que les juges du Tribunal

suprême fédéral ont décidé de libérer, quand ils ont annulé la disposition qui permettait d'incarcérer un accusé dès sa deuxième condamnation,

sans attendre qu'il ait épuisé tous ses recours.

Lula a été condamné pour corruption passive dans l'affaire Petrobras, du nom de la compagnie pétrolière nationale, qui alimentait les caisses noires des partis et du gouvernement en surfacturant tous ses contrats. Il n'y a pas eu contre lui de preuves formelles, mais un faisceau de présomptions montrant qu'une entreprise du bâtiment allait lui offrir un immeuble dans une ville côtière.

Sa libération ne signifie pas qu'il est innocenté de cette accusation, pour laquelle il dispose encore d'un recours. Néanmoins c'est ainsi qu'elle est ressentie par ses partisans. Car l'enquête a été une véritable traque contre Lula, menée par le juge Moro, l'actuel ministre de la Justice de Bolsonaro. Si cette enquête partielle était cassée, la condamnation de Lula à

huit ans et dix mois de prison pourrait être annulée.

Ce coup de théâtre dans l'affaire Lula intervient après dix mois de gouvernement Bolsonaro, au cours desquels se sont succédés les mesures réactionnaires, les provocations et les déclarations paranoïaques. Bolsonaro a eu, pour la bourgeoisie, le mérite de faire adopter la réforme des retraites, qui réduit les droits de tous les travailleurs et qui était en gestation depuis des années. Mais une partie des politiciens de la bourgeoisie, comme l'ancien président Cardoso, se défient de Bolsonaro. Tout en étant les adversaires de Lula, ils reconnaissent qu'avec lui la bourgeoisie a fait des affaires en or, et ils pensent qu'elle peut encore avoir besoin de lui.

Lula libéré, il peut offrir à la bourgeoisie une alternative crédible face à Bolsonaro, d'autant plus qu'il garde

une grande partie de sa popularité. Revenu dans le jeu politique, il peut réussir à fédérer derrière lui l'ensemble de la gauche, sans doute même la gauche et une bonne partie de la droite, comme il l'a fait pendant les huit ans où il a été au pouvoir. Pour la bourgeoisie brésilienne, il peut être utile de disposer de nouveau de cette carte de rechange face à Bolsonaro, voire de ramener Lula au pouvoir s'il fallait faire face à une grave crise sociale.

Les travailleurs et les couches populaires brésiliennes, de leur côté, auraient tort de mettre leur confiance dans une telle alternative politique. Au pouvoir, Lula et son parti le PT se sont montrés les défenseurs des intérêts du capital et ils sont prêts à recommencer demain.

Vincent Gelas

Le 9 novembre 1989 : la chute du mur de Berlin et la fin de la RDA

Il y a trente ans, en novembre 1989, alors que depuis l'été plus de 100 000 citoyens d'Allemagne de l'Est avaient fui à l'Ouest, dans les principales villes du pays ceux qui avaient choisi de rester étaient toujours plus nombreux à manifester contre le régime. Finalement, le 9 novembre, les autorités de RDA (République démocratique allemande) annoncèrent que chacun avait désormais le droit de se rendre à Berlin-Ouest.

Le mur de Berlin, avec ses miradors et barbelés, sinistres vestiges des marchandages sur le dos des peuples entre puissances victorieuses, tombait enfin.

L'émotion était infinie et, en quelques jours, trois millions d'Allemands de l'Est passèrent de l'autre côté, afin d'utiliser leur nouveau droit et de jeter un coup d'œil à ce pays si proche vu comme un eldorado. Les manifestants ne réclamaient pas alors l'unification, mais la chute du régime corrompu et les droits démocratiques: s'exprimer, se réunir, voyager et voter librement. Une partie aspirait même à un vrai socialisme.

La disparition de la RDA

Mais les dirigeants ouest-allemands engagèrent immédiatement l'unification, et avec elle la liquidation pure et simple de la RDA. Par la suite, ils présentèrent une vision très unilatérale de ce pays, n'en retenant que l'État policier, la surveillance généralisée par la Stasi (la Sécurité d'État) ou la pénurie de biens de consommation.

Leur autre argument reposait sur l'économie du pays, décrite comme vétuste sinon moribonde, incapable de survivre dans le « libre marché capitaliste ». Cela fut répété à

satiété pour servir d'explication à l'effondrement de l'économie est-allemande qui eut lieu dès 1990, et plus généralement pour discréditer toute velléité de planification ou d'étatisation. Le discours des vainqueurs fut mis au service d'un anti-communisme primaire.

Aujourd'hui, la crise et la montée rapide du parti d'extrême droite AfD, qui se fait passer à l'Est pour le porte-parole des perdants de l'unification, ont amené les journalistes à tenir un autre discours.

Certains évoquent la disparité persistante des salaires, des retraites, des niveaux de chômage et de précarité entre les deux parties de l'Allemagne. Plus gênant pour l'image de leur démocratie, un grand hebdomadaire titrait au mois d'octobre que « pour la majorité des Allemands de l'Est, même l'arbitraire étatique n'était pas pire en RDA qu'aujourd'hui ». Alors, cette année, les festivités ne revêtent pas tout à fait les accents triomphants des cérémonies passées.

Le régime de la RDA était certes une odieuse dictature antiouvrière, qui se réclamait frauduleusement du communisme et du socialisme, et qui en a dégoûté les travailleurs. La Stasi, vomie par la population, avait des antennes partout, quadrillait tout, faisait incarcérer

les opposants. Mais on entend un peu davantage ceux qui disent que la société est-allemande ne se réduisait pas à cela.

Des retraités rappellent qu'alors tout le monde avait un emploi, la sécurité, un appartement. Des travailleuses expliquent que, pour elles, le problème le plus grave n'est pas de faire la queue ou de ne pas obtenir un jeans, mais de ne pas savoir comment subvenir aux besoins les plus essentiels, de voir ses enfants envoyer cent lettres de motivation sans obtenir de place en apprentissage... D'autres rappellent les places en crèche en nombre suffisant, la gratuité de la médecine, des études ou de la culture, et jugent que la société d'alors était moins atomisée qu'aujourd'hui et plus solidaire.

Un effondrement économique provoqué

L'effondrement économique de 1990, loin d'être inéluctable, fut provoqué sciemment. Intégrée dans le bloc de l'Est, qui absorbait 60 à 80 % de ses exportations, l'économie de la RDA faisait partie d'un tout. Le choc décisif vint de l'union monétaire à parité, décidée début 1990 et présentée par Helmut Kohl, le chancelier CDU de la RFA, comme un magnifique cadeau, puisque le mark de l'Ouest valait 4,4 marks de l'Est. Des économistes mirent en garde, mais ne furent pas entendus.

Et pour cause, car il s'agissait de provoquer l'écroulement de l'économie de la RDA: du jour au lendemain, les prix de ses marchandises et services

bondissaient de 300 à 400 %, dès lors inaccessibles à ses habituels clients des pays de l'Est. Aucune économie n'aurait supporté d'être coupée du jour au lendemain de ses débouchés habituels.

Parmi ceux qui critiquent aujourd'hui les choix de l'époque, la plupart parlent de précipitation ou d'erreurs. Au contraire, il s'agissait d'une volonté politique consciente: par l'union monétaire, les dirigeants ouest-allemands menaient une politique du fait accompli, qui rendait l'unification inéluctable. Des dizaines de rapports avaient détaillé, à l'avance, les conséquences de ces choix. Wolfgang Schäuble, ministre de l'Intérieur de la RFA, tenait début 1990 des propos dénués d'ambiguïté: « Chers amis, il s'agit d'une entrée de la RDA dans la République fédérale, et pas du contraire. (...) Ce qui se déroule ici n'est pas l'unification de deux États égaux. »

Dès mars 1990, un organisme géant, la Treuhand, fut créé pour privatiser l'économie. Elle reçut la propriété de la totalité des entreprises et biens d'État, 8 000 combinats et sociétés, représentant près de la moitié de la population active du pays: 4,1 millions de salariés. Elle permit le dépeçage et le saccage de l'industrie est-allemande, accompagnés de malversations et de scandales multiples. Dès août 1990, la production industrielle chutait de 52 % par rapport à l'année précédente. Des mines compétitives, des entreprises exportatrices qui risquaient de faire concurrence à celles de l'Ouest furent rachetées pour une bouchée de pain

puis immédiatement fermées. C'est ce qui fait dire que la RDA fut purement et simplement annexée par la RFA. La population ne connaissait pas le chômage jusque-là; en 1994, près de quatre personnes sur cinq avaient été frappées par ce fléau.

L'unification au profit du capital

Actuellement, le parti de gauche Die Linke réclame l'ouverture d'une enquête sur l'action de la Treuhand; l' AfD lui a emboîté le pas. L'action de celle-ci fut effectivement catastrophique, mais elle n'a été qu'un instrument au service des capitalistes. Dès 1994, elle avait rempli sa mission: des régions entières transformées en déserts, la quasi-totalité de l'industrie livrée aux capitaux ouest-allemands ou liquidée, 2,5 millions de personnes pointant au chômage. Pour les possédants, l'unification fut la source d'un formidable enrichissement. Et c'est cela aussi qu'ils commémorent le 9 novembre.

On aurait pu imaginer pourtant une politique qui aurait sauvegardé ce qui était plus progressiste en RDA qu'en RFA. Cela n'aurait pu être qu'une politique de classe, visant à imposer par exemple qu'on ne touche pas aux logements, aux pensions de retraite ou au système de santé: des luttes avec ces objectifs auraient peut-être été à la portée de la classe ouvrière.

Il ne s'est pas trouvé d'organisation pour le lui proposer. Trente ans après, la population des deux parties de l'Allemagne le paye encore.

Alice Morgen



Le 4 novembre 1989 sur l'Alexanderplatz à Berlin-Est.

Française des jeux : le mythe de l'actionnariat populaire

Depuis le 7 novembre, l'État a commencé la vente de 52% de ses actions de la Française des jeux (FDJ) : un tiers est réservé aux particuliers et les deux tiers restants aux entreprises, banques, etc.



Pour convaincre les particuliers, le gouvernement mène toute une campagne vantant les avantages de posséder des actions en tant que parts de propriété d'une entreprise. Il cherche aussi à convaincre en certifiant que FDJ est une entreprise sûre, prospère, qui existe depuis près d'un siècle et dont il gardera 20% du capital. Il

propose de plus une décote de 2% aux particuliers et une action gratuite pour dix achetées.

Avec cette campagne, le gouvernement veut aussi faire revenir vers la bourse les petits actionnaires échaudés par la crise économique de 2008. Comme à chaque krach boursier, ce sont les petits actionnaires

qui ont alors perdu le plus d'argent au profit de quelques gros capitalistes qui eux se sont enrichis. Le nombre d'actionnaires, hors actionnariat salarié, est ainsi passé de plus de sept millions en 2007 à trois millions et demi de personnes en 2017. Cela désespère les propriétaires des banques et autres capitalistes qui aimeraient bien utiliser l'argent des épargnants pour spéculer afin de mieux les plumer.

Contrairement aux bavardages des promoteurs de l'actionnariat populaire, posséder quelques actions ne permet pas de diriger l'entreprise car ce n'est pas dans les assemblées générales que se prennent les décisions, mais dans les conseils d'administration constitués des plus gros actionnaires, qui connaissent tous les rouages de la spéculation et ont les relations et les informations qu'il faut pour vendre ou acheter leurs actions au bon moment.

Dans le monde de requins du capitalisme, il n'y a ni hasard ni loterie. Les petits perdent à tous les coups.

Arnaud Louvet

Travail de nuit : une attaque suspendue

Au dernier moment le gouvernement a renoncé à présenter, au conseil des ministres du 13 novembre, un projet de loi destiné à faciliter l'ouverture des commerces jusqu'à minuit.

À l'approche du 5 décembre, la crainte de susciter le mécontentement des employés de commerce a semble-t-il fait hésiter le gouvernement, qui a annoncé une concertation de six mois.

Ces dernières années, des commerces alimentaires, supermarchés de centre-ville notamment, ont ouvert de plus en plus tard. Ils ne peuvent ouvrir légalement de 21 heures à minuit que

dans les zones touristiques internationales, d'ailleurs très étendues à Paris. Il faut aux patrons avoir signé un accord avec un syndicat et accordé une compensation aux employés, qui sont en théorie volontaires. Cette majoration peut aller jusqu'à un doublement du salaire horaire – souvent proche du smic dans ce secteur d'activité – pour les heures de travail effectuées après 21 heures. Mais dans

certains cas elle n'est que de 5%, ce qui n'est pas cher payé pour saboter sa vie de famille.

Si le projet du gouvernement aboutit un jour, les heures de travail jusqu'à minuit ne seront plus considérées comme des heures de nuit pour les employés de commerce. Il ne sera donc plus question de compensation, ni de volontariat.

Voilà ce que la rapacité du patronat et la volonté du gouvernement à le servir promettent aux employés de commerce.

Lucien Détroit

EuropaCity : les champs de Gonesse se passeront d'Auchan

Après plus de six années de bataille judiciaire entre promoteurs et opposants du projet EuropaCity, Emmanuel Macron s'est résolu à annoncer son annulation.

Le mega complexe porté par le groupe Auchan au travers de sa foncière Ceetrus, qui devait être aménagé à Gonesse dans le Val-d'Oise sur une surface de 80 hectares à proximité des deux aéroports Roissy – Charles De Gaulle et Le Bourget, ne verra donc pas le jour.

La famille Mulliez, qui était à l'initiative du projet, est propriétaire d'Auchan et de plus d'une cinquantaine d'enseignes. Cinquième fortune de France selon le dernier classement du magazine Challenges, les Mulliez se sentaient pourtant sûrs de leur coup. Associés à un groupe chinois, spécialiste de la construction de parcs de loisirs géants, les dirigeants d'Auchan ont annoncé un programme de 3,1 milliards d'euros, comprenant salles de spectacles, musée, parc aquatique, piste de ski en salle, ferme pédagogique, mais aussi et surtout plus de 500 commerces. Tout cela devait être réalisé avec l'appui de l'État, de la Région Île-de-France et d'un certain nombre de maires dont celui de Gonesse, commune d'implantation du projet.

Pour les Mulliez et les capitalistes qui les suivaient, tout laissait donc à penser que le projet irait jusqu'au bout, une fois réglés les habituels recours en justice des associations écologistes ou des habitants récalcitrants des communes avoisinantes. Mais rien ne s'est finalement passé comme prévu. Les oppositions se sont additionnées. Les défenseurs de l'environnement ont été rejoints par des exploitants agricoles, pas tous petits, de nombreux commerçants et des patrons d'autres centres commerciaux.

Car pour l'implantation de ce gigantesque complexe commercial, la promesse de créer plus de 10000 emplois est vite apparue comme un argument ultime pour emporter le marché. Mais combien d'emplois auraient été détruits dans une zone déjà occupée par cinq centres commerciaux ? Combien dans les commerces de centre-ville des villes alentour ? Des milliers à coup sûr.

Dans le groupe Auchan lui-même, les travailleurs ont aussi pu vérifier que si la riche famille Mulliez étale ses milliards pour réaliser un nouveau Disneyland, elle a imposé des vagues de suppressions d'emplois dans ses enseignes. Fin 2016 : 177 chez Grain de Malice. En 2017, 462 avec le regroupement sur des plateformes Auchan des centres d'appels implantés en magasin, et 208 chez Pimkie. En 2018, 466 dans les magasins Jules et Brice, un plan social dans les différents sites de commerce en ligne avec leur fusion dans Auchan Direct. En mars 2019, Auchan s'est débarrassé de 21 magasins en France et a quitté l'Italie et le Vietnam. Combien d'emplois ont ainsi été supprimés ? Enfin, en septembre, le PDG de Auchan Retail a annoncé 1,1 milliard d'euros de plus d'économies en quatre ans...

Maintenant EuropaCity semble bien être enterré. Mais les 3,1 milliards qui étaient prévus pour développer le parc sont dans les caisses d'Auchan. Les travailleurs du groupe doivent exiger qu'ils servent à augmenter les salaires et à garantir l'emploi.

Philippe Logier



Nos lecteurs écrivent Salariat ou bénévolat ?

« À 42 ans, fort de plus de vingt ans d'expérience dans le monde professionnel, je me retrouve demandeur d'emploi suite à un licenciement. Je passe par un vrai parcours du combattant pour valider mon inscription à Pôle emploi et obtenir mes

indemnités chômage.

Arrive enfin mon entretien avec ma conseillère Pôle emploi. Les conseils prodigués sont d'abord d'une pitoyable évidence : consulter les annonces en ligne, envoyer des candidatures spontanées, faire

fonctionner mon réseau de connaissances... Mais la suite est plus qu'étonnante. La conseillère me dit qu'il ne faut pas hésiter à proposer aux employeurs de travailler gratuitement quelques jours à l'essai, jusqu'à cinq jours,

afin de prouver ma motivation et montrer mes compétences.

Visiblement, proposer du travail non rémunéré en échange d'une éventuelle possibilité d'embauche serait, d'après elle, une pratique courante ! »

D.G.

RATP – bus : soutien aux délégués menacés

Des délégués des dépôts de bus RATP de Belliard, Asnières et Flandres sont menacés de sanctions, suite à un contrôle qu'ils ont effectué sur des bus sortant d'un dépôt, pour vérifier leur conformité et leur bon état.

Mardi 12, c'était le tour du délégué de Flandres, Ahmed, d'être convoqué à un entretien pour une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement. De très nombreux militants et travailleurs de la RATP et du dépôt s'étaient mobilisés, dès 5 heures du matin. La CGT était présente, mais aussi SUD, l'UNSA, le SAT et RS.

Des prises de parole dynamiques et combatives ont eu lieu pour soutenir le camarade convoqué. Tous ont dénoncé la direction et sa politique très répressive. Pour elle, le travailleur n'a rien à dire : il faut rouler, rouler, rouler. Cela même si le moteur fume, même s'il n'y a pas de radio, si un feu stop sur deux fonctionne, etc. Et quand des délégués

syndicaux interviennent, elle s'en prend à eux parce qu'elle ne supporte pas que des travailleurs contrôlent ce qu'elle fait et surtout ne fait pas. C'est le même aveuglement irresponsable dans la course aux réductions d'effectifs et des coûts qui a par exemple conduit la SNCF à autant de pannes et d'accidents.

La plupart des intervenants ont aussi insisté sur la nécessité de se préparer pour le 5 décembre, journée de début de la grève illimitée à laquelle appellent l'ensemble des syndicats,



contre la réforme de la retraite de Macron.

Notre camarade Nathalie Arthaud, qui avait été invitée à prendre la parole, a expliqué que ces attaques contre des délégués sont bien sûr des tentatives de la direction visant à intimider tous les travailleurs. Et elle a dit son admiration pour le mouvement du 13 septembre dernier,

grève massive à la RATP qui a contribué à redonner du courage à bien des travailleurs pour relever la tête.

Ahmed a été accompagné à son entretien par les présents, pour exprimer leur soutien à quelqu'un de très apprécié dans le dépôt, mais aussi pour montrer à la direction qu'ils ont bien compris que tous sont attaqués.

Correspondant LO

Mahle – Rouffach : 236 suppressions de postes annoncées

Depuis plus d'un an, la direction du site laissait entendre qu'un plan de suppression d'emplois allait être annoncé dans l'usine Mahle de Rouffach, dans le Haut-Rhin. Cet équipementier automobile fabrique des climatiseurs de voiture.

Les plus anciens espéraient un départ anticipé à la retraite avec une prime, les autres que le nombre de suppressions de postes n'irait pas au-delà de ces départs. Quant aux syndicats, ils dénonçaient le manque d'informations données par la direction.

Fin octobre, le représentant de la maison mère avait fait un laïus de moins de dix minutes sur la crise, le Brexit, la reconversion de l'industrie automobile à l'électricité, avant de claquer le chiffre : 236 suppressions de postes à partir de 2020, sur les un peu plus de

600 que compte l'usine. Plus d'un emploi sur trois, un sur deux dans certains secteurs de l'usine seraient ainsi supprimés ! Un lourd silence avait suivi cette annonce, tout le monde encaissant la nouvelle, le représentant du CSE se contentant de déclarer qu'il défendrait bec et ongles le sort de ceux qui partiront comme de ceux qui resteront. Puis chacun avait regagné son poste de travail.

Depuis, les salariés discutent, se disent que c'est un sale coup, que ça fait mal, que ceux qui voulaient partir sont déjà partis, et

chacun se demande bien ce qu'il va devenir.

Ces suppressions de postes ne sont pas les seules dans le groupe Mahle qui annonce une vague de licenciements : fermeture de deux sites en Italie, soit 450 salariés, d'un site en Angleterre, fermeture du centre de recherche au Luxembourg avec 78 emplois d'ingénieurs et techniciens, et suppression de 240 emplois à Stuttgart en Allemagne.

En 2018, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 12,6 milliards d'euros avec plus de 79 000 salariés et est représenté dans plus de 30 pays avec 160 sites de production. Ce patron veut préserver ses profits aux dépens des emplois. Il ne faut pas le laisser faire.

Correspondant LO

Franprix – Paris 10^e : la grève continue



Depuis plus d'un mois, les salariés du Franprix de la rue Beaurepaire, près de la place de la République à Paris, sont en grève. Le mouvement a démarré suite au licenciement d'un salarié.

Outre sa réintégration, les salariés réclament une augmentation de salaires, la présence d'un vigile pour la sécurité durant toute l'ouverture du magasin et de meilleures conditions de travail.

Ils ont obtenu la réparation du rideau d'air chaud et la promesse d'une augmentation de 50 euros brut, mais cela ne fait pas le compte. Le directeur reste évasif sur l'embauche d'un vigile. Et surtout, il s'obstine à menacer les grévistes de poursuites et de sanctions sous les prétextes les plus futiles. Ainsi, il leur reproche par courrier recommandé

d'avoir entamé « une grève sans préavis », montrant qu'il s'assoit sur le droit du travail puisque le préavis de grève n'existe pas dans le privé.

Mais les grévistes ont le moral et sont présents devant le magasin que le gérant maintient ouvert, informant les passants de leur lutte. Beaucoup d'habitants du quartier affirment leur solidarité, en signant la pétition, en refusant d'aller y faire leurs courses et donnant volontiers à la caisse de soutien, devant le magasin ou par Internet. La lutte continue.

Correspondant LO

Safran – Villaroche : réunis pour préparer le 5 décembre

Jeudi 7 novembre, environ quarante ouvriers de Safran à Villaroche, en Seine-et-Marne, se sont réunis pendant leur pause-déjeuner pour discuter ensemble de ce qu'ils allaient faire le 5 décembre.

Lancée par des travailleurs en colère, syndiqués et non syndiqués, cette réunion a fait son effet et a rendu la direction plutôt fébrile.

Même si les syndicats de l'entreprise n'avaient pas encore commencé à appeler au 5 décembre, cette date était déjà dans bien des têtes et des discussions. Plusieurs ouvriers se demandaient quoi faire à l'occasion de cette journée de mobilisation de tous les travailleurs. Ils ont décidé de faire le tour

de leurs deux secteurs pour appeler à une réunion, afin de se compter et de préparer cette journée.

Parmi les quarante présents à la réunion, beaucoup sont intervenus et ont exprimé leur ras-le-bol. Postes supprimés alors que l'entreprise se porte très bien, intérimaires licenciés, conditions de travail dégradées, manque de respect de la part de la hiérarchie, tout y est passé !

Les présents ont voté le principe de se retrouver

la semaine suivante en essayant d'amener plus de monde, et de se mobiliser dans l'entreprise le matin du 5 décembre pour bien montrer leur colère à la direction. Cela n'exclut évidemment pas la participation à une manifestation à Paris dans l'après-midi.

Depuis, des chiffres concernant la bonne santé de l'entreprise ont été publiés : le chiffre d'affaires est en hausse de 14 %, le nombre de moteurs livrés sur les neuf derniers mois est passé de 1 575 à 1 643 à effectifs constants. De quoi alimenter la colère des travailleurs mobilisés.

Correspondant LO



Manifestants du collectif inter-Urgences.

Hôpitaux: le 14 novembre et après, pour les salaires et les embauches

L'heure est à la mobilisation dans les services hospitaliers du pays à l'occasion de la journée du 14 novembre. Appelée par le collectif inter-hôpitaux qui réclame un plan d'urgence pour l'hôpital public, cette mobilisation montre que l'austérité, à laquelle les gouvernements successifs ont contraint le système hospitalier, ne passe plus.

Depuis six mois, les services d'urgence en lutte ont fait largement connaître les conditions de travail déplorables qui y règnent. Maintenant, ce sont les médecins hospitaliers, et pas uniquement les urgentistes, qui les dénoncent. Cela ne peut qu'encourager les nombreux travailleurs hospitaliers du pays à se mobiliser également.

En effet tous les types d'hôpitaux et de services sont étranglés financièrement: les petits hôpitaux et les maternités de proximité, dont beaucoup ont été fermés, mais aussi les Ehpad qui accueillent les personnes âgées, les hôpitaux psychiatriques, ainsi que les grands CHU.

Partout les Agences régionales de santé ont taillé dans le vif, sur ordre du gouvernement. Elles ont supprimé des lits d'hospitalisation, ce qui oblige les Urgences à mettre des patients sur des brancards dans les couloirs, le temps que des lits se libèrent dans les services d'aval.

Les postes d'infirmiers et d'aides-soignants ont aussi diminué, obligeant ceux-ci à courir incessamment pour apporter les soins

nécessaires. Les postes de brancardiers, d'ASH qui font le ménage, de secrétaires médicales, d'ouvriers d'entretien, ont aussi subi des saignées qui transforment en casse-tête le fonctionnement quotidien des services. Un médecin urgentiste a ainsi expliqué qu'il était obligé de brancarder lui-même ses patients. Dans de nombreux Ehpad, le personnel souffre de ne pouvoir faire autrement qu'offrir des conditions indignes aux anciens qui y résident.

Les économies imposées se traduisent aussi par du manque de matériel, même basique. Ici, les infirmières courent pour trouver de quoi prendre la tension des patients. Là, ce sont les aides-soignantes qui cherchent des couvertures propres. Ailleurs, ce sont les ASH qui lavent les sols à l'eau claire, car il n'y a plus de produit d'entretien, la direction prenant le risque d'une hygiène défaillante.

Des médecins aux soignants, beaucoup s'épuisent à travailler dans de telles conditions. Les démissions deviennent courantes. Les étudiants en formation rechignent à la perspective de rejoindre les hôpitaux

publics. Dans un hôpital psychiatrique, par exemple, les patients n'arrivent pas à voir de psychiatre aussi souvent que nécessaire.

Dans l'immédiat, seule une hausse importante des salaires hospitaliers – le chiffre de 300 euros de plus par mois circule – pourrait être une compensation partielle pour les personnels hospitaliers en poste et pour le manque d'attractivité de l'hôpital pour les nouveaux venus. C'est certainement un des objectifs importants de la mobilisation.

Le gouvernement craint que le légitime mécontentement du million de travailleurs des hôpitaux publics ne s'exprime et vienne renforcer la mobilisation interprofessionnelle du 5 décembre. Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, laisse entendre qu'elle serait en train de mener une bataille d'influence pour débloquer des fonds pour les hôpitaux auprès de l'Élysée, de Matignon et de son collègue des Finances, Darmanin. Mais jusqu'à présent aucune annonce concrète n'a été faite. Et comment croire que Buzyn aurait à cœur de financer correctement le système hospitalier, alors que sa politique a été un raboutage constant de ses moyens?

L'inquiétude du gouvernement doit être un encouragement à la mobilisation des travailleurs hospitaliers le 14 novembre et après.

Lucien Déroit

Urgences – Toulouse: la grève suspendue, la colère reste

À l'hôpital Joseph-Ducuing de Toulouse, depuis le 7 octobre, le personnel médical et paramédical des Urgences s'est mobilisé contre le manque d'effectifs, en organisant grèves et manifestations.

Cet hôpital est un établissement de santé privé et d'intérêt collectif (Espic). Avec l'association des Amis de la médecine sociale (AMS, liée au Parti communiste), qui siège à son conseil d'administration, il se veut un hôpital militant, qui prend en charge les plus précaires. Mais, vis-à-vis de son personnel, il se comporte comme bien des patrons, sous prétexte de déficit.

Malgré une augmentation de l'activité de 13% durant deux années consécutives, l'effectif est le même depuis douze ans. La nuit, une seule infirmière doit s'occuper du secrétariat, du brancardage, de la distribution des repas, du ménage, des sorties, et bien sûr des soins, avec un seul médecin. Aussi l'équipe réclame

la création d'un poste d'aide-soignant la nuit. Jeudi 7 novembre, c'est l'ensemble du personnel de l'hôpital qui a débrayé pour soutenir les collègues en grève et les Urgences sont restées fermées une semaine.

Après un rassemblement de 150 personnes jeudi 7 novembre, direction et Agence régionale de santé n'ont rien voulu lâcher. Une cadre et un médecin urgentiste sont même menacés de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement, ce qui n'augure rien de bon pour la survie du service.

Le mouvement a pris fin dimanche 10 novembre, avant que jeudi 14 les hospitaliers participent à la journée de mobilisation nationale dans la santé et à la manifestation toulousaine.

Correspondant LO



Psy'Activ – Carquefou : l'action à l'ordre du jour

Psy'Activ, à Carquefou, en Loire Atlantique, est une association au service de la santé mentale financée par l'Agence régionale de santé, qui comprend plusieurs lieux de soins pour 80 à 90 patients.

Après avoir signé majoritairement une pétition et s'être réunis en assemblée générale le 28 octobre, les salariés, y compris les récents embauchés, ont décidé de faire 24 heures de grève, une première, à partir du mardi 5 novembre, pour protester contre le licenciement d'une psychologue qu'ils considèrent abusif et demander la titularisation des quinze collègues en CDD. Ils ont distribué des tracts pour informer de leur mouvement et se sont rendus au siège social avec des banderoles dénonçant Psy'Activ, qui maltraite ses soignants et les patients et son management violent.

Comme partout dans la santé, l'ambiance s'est dégradée; les directeurs changent régulièrement selon leur plan de carrière et

font appliquer une politique de réduction des coûts, au détriment du personnel et des patients. La mission de soins se transforme en évaluation et le nombre de lits a diminué, pour passer de 64 à 40 en huit ans.

Cette réaction collective est importante, car ces cinq dernières années, plusieurs salariés ont dû porter leur cas aux Prud'hommes, qui leur ont donné raison.

Lors de la réunion jeudi 7 novembre avec le directeur, celui-ci s'est contenté de faire le beau parleur et les salariés, écoeurés de l'attitude de la direction, veulent continuer à mettre la pression. Ils devaient se réunir à nouveau mardi 12 pour prévoir de nouvelles actions.

Correspondant LO

SNCF – Vénissieux : une journée de grève



Le bûcher de pneus et traverses allumé par les grévistes.

Jeudi 7 novembre, une bonne partie des ouvriers du centre de maintenance SNCF des TER de Vénissieux étaient en grève. Sur ce site, environ 200 ouvriers effectuent la maintenance et la réparation des rames et des locomotives. Ils sont en colère contre leur direction locale qui tente de resserrer la discipline.

Les travailleurs subissent des réorganisations et sont l'objet de pressions. Certains ont été l'objet de demandes d'explication. La direction veut utiliser la manière forte pour faire passer des mesures qui dégradent encore les conditions de travail des agents du centre.

Cette direction met en place, entre autres, des mesures comme la journée continue. Le temps de repas de l'atelier Rames est réduit à 20 minutes, au lieu de 45 minutes, cela empêche les cheminots de manger à la cantine par manque de temps. Les pressions dans

le travail sont de plus en plus fortes. Il faut que les trains sortent toujours plus rapidement, ce qui revient à jouer avec la sécurité. Autre exemple des conditions de travail dégradées : quand des cheminots demandent du matériel pour effectuer des réparations, il leur est répondu qu'il n'y a pas d'argent. Mais la direction a bien trouvé 70 000 euros pour installer des caméras pour surveiller les salariés.

Le directeur de l'établissement est venu voir le piquet de grève, composé d'une trentaine de salariés du centre qui alimentaient un feu de pneus et

de palettes. Des ouvriers présents lui ont dit leur manière de voir les choses sur leurs conditions de travail et les pressions. N'ayant trouvé personne d'accord avec lui et ayant vu que les ouvriers étaient déterminés à ne pas se laisser faire sans réagir, il est retourné tout seul vers ses bureaux.

La colère de ceux de Vénissieux rejoint celle de tous les cheminots en lutte, notamment des régions parisienne et lyonnaise, quand il s'agit de protester contre les modifications de roulements, de réclamer des salaires plus élevés et de protester contre les conditions de travail qui se dégradent. Avec cette journée de grève, les cheminots ont montré leur ras-le-bol à leur direction et ont bien l'intention de se mobiliser à nouveau.

Correspondant LO

Technicentre du Landy : toujours là !

Aux ateliers SNCF du Landy, au nord de Paris, la mobilisation commencée le jeudi 31 octobre se poursuit. Depuis le lundi 4 novembre, des assemblées de 130 à 200 cheminots de tous les secteurs se tiennent quotidiennement.

Jeudi 6 novembre, la direction de l'établissement a fini par recevoir une délégation de dix grévistes et des organisations syndicales. Elle a annoncé pour l'essentiel l'élargissement d'une prime exceptionnelle de 200 euros à tout le site, alors qu'elle ne devait concerner qu'une partie des agents,

et une autre prime de 400 euros pour mars 2020 et 49 embauches. Même si les cheminots pensent que ça ne fait pas le compte, ils ressentent à juste titre ces mesures comme une première avancée, obtenue grâce à leur grève.

Le lendemain, les 130 cheminots réunis en

assemblée votaient la poursuite du mouvement, avec une suspension de trois jours pour le week-end, beaucoup disant qu'ils allaient poser leur D2I (déclaration d'intention de grève) pour le mardi suivant.

Mardi 12 novembre, 300 déclarations D2I avaient été posées et l'assemblée de 130 cheminots a reconduit la grève jusqu'à l'assemblée du lendemain matin. Le chef d'établissement absent, c'est son adjoint qui a subi la colère des cheminots dont la principale revendication est « du pognon » !

Les grévistes ont ensuite décidé d'aller à la gare du Nord interpellier Farandou, le nouveau PDG de la SNCF, venu à une commémoration. Après la cérémonie, Farandou a essayé de partir en catimini, mais il a été rattrapé et entouré par les cheminots. Ils ont pu lui dire ce qu'ils avaient sur le cœur à deux doigts des moustaches.

Correspondant LO

Y'a de la tension dans l'air

Aux Caténaires, nous étions presque tous en grève le 5 novembre, notamment pour marquer notre solidarité avec un de nos camarades ayant eu une mise à pied. Plus généralement, nous protestons contre les sanctions injustes et la

dégradation de nos conditions de travail.

Nous avons l'intention de ne plus nous laisser faire. La direction est désormais au courant...

*Bulletin Lutte ouvrière
SNCF Orléans
Les Aubrais*

TGV Grand Est : un mouvement suivi

Le 8 novembre, les cheminots travaillant sur les TGV du Grand Est ont fait grève pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail. Tous les corps de métier étaient concernés, dont les contrôleurs, qui étaient 74 % à avoir posé le sac, c'est-à-dire fait grève en langage de roulants.

L'ex-président Pepy l'a annoncé, la SNCF poursuit l'objectif de supprimer 20 000 postes d'ici 2026. La direction recherche donc par tous les moyens à faire faire plus de travail par moins de personnel. Elle supprime par exemple des guichets et des agents d'escale. Et dernièrement les contrôleurs TGV ont eu la surprise, à leur prise de service, de se voir remettre par leurs chefs un gilet rouge, normalement réservé aux agents d'accueil, contre signature.

La raison est qu'il arrive aux contrôleurs, lors d'une journée de service, d'avoir des temps d'attente en gare entre deux trains. En effet il faut le temps au conducteur et au manœuvre de faire de nouveaux essais, aux collègues d'Avirail et de Newrest

de ravitailler le bar, parfois aux collègues d'Onet de nettoyer. La direction y a vu une opportunité de pallier les postes qu'elle a supprimés à l'Escale et demande donc aux contrôleurs de venir compléter les équipes qui précèdent aux accueils et à l'embarquement en gare. Ce sont des suppressions de postes d'un côté, des tâches en plus de l'autre.

Comme ailleurs à la SNCF et dans le privé, la direction veut partout grapiller des jours de repos, augmenter la durée des journées de travail, remettre en cause les temps partiels et faire travailler six jours d'affilée. Ce 8 novembre, les cheminots du TGV Est ont tenu, en échange du gilet, à adresser un premier carton rouge à la direction.

Correspondant LO

Isère – Hautes-Alpes : contre une fermeture de ligne

Usagers de la SNCF, cheminots et élus se sont mobilisés samedi 9 novembre contre la fermeture de la ligne Grenoble-Veynes-Gap, prévue en 2020. Ils se sont rassemblés le long du parcours emprunté par le train et ont occupé une quarantaine de ronds-points, notamment à Gap et Briançon et devant la gare de Grenoble.

La fermeture de cette ligne isolerait encore plus ces territoires ruraux et mettrait des centaines de

voitures en plus sur les routes des Hautes-Alpes et de l'Isère. Malgré plusieurs mobilisations en 2019, l'État continue à jouer la montre et n'annonce que 10 millions d'euros de travaux urgents, alors que le minimum devrait être de 20 millions.

Entre les bavardages sur la préservation de l'environnement, la priorité aux transports collectifs et la réalité de la politique gouvernementale, il y a décidément un monde.

Correspondant LO



EXPRESSIONS VÉNISSIEUX

Autoliv – Poitiers : les dividendes avec la peau des travailleurs

La direction de l'usine Autoliv, située à 15 km de Poitiers et produisant des volants pour l'industrie automobile, vient d'annoncer 110 suppressions de postes. Après un précédent plan liquidant plus de 200 emplois en 2015, l'effectif, qui avait atteint jusqu'à 1 300 travailleurs il y a quinze ans, serait ainsi ramené à moins de 300.

L'usine poitevine fait partie de la multinationale américano-suédoise du même nom qui affiche des centaines de millions de dollars de bénéfices annuels. Pour les neuf premiers mois de 2019, si les 307 millions de dollars de profits du groupe accusent une baisse de 163 millions par rapport à la période similaire de 2018, c'est principalement dû à une amende de 210 millions que ce groupe capitaliste doit payer

pour avoir formé un cartel avec d'autres groupes du secteur. Cette entente, visant à maximiser leurs profits, avait été dénoncée par le groupe japonais concurrent Takata, qui participait pourtant à l'entente mais qui espérait échapper à l'amende, au demeurant bien minime par rapport aux surprofits générés par cet accord. Malgré ces péripéties, les actionnaires du groupe se sont versé jusqu'ici 163 millions de dollars de dividendes, en

légère hausse par rapport à l'an passé.

Dans son dernier rapport financier trimestriel à destination des investisseurs, la direction mondiale se plaint du rétrécissement du marché de l'automobile. Le PDG déclare regretter la baisse des résultats du groupe en annonçant, sans regret cette fois, des mesures contre l'emploi: 1 600 postes ont déjà été supprimés au niveau mondial et 5% des effectifs sont dans le collimateur.

À l'annonce de cette nouvelle saignée, la totalité des salariés se sont rassemblés dans l'usine. Un syndicaliste de la CFDT, après avoir détaillé le plan des patrons, a fait reprendre le travail. L'inquiétude domine



évidemment dans les ateliers; personne ne sait où le glaive de la direction va s'abattre. Celle-ci, après le plan de 2015, suite à la délocalisation de l'activité d'assemblage en Tunisie et au transfert de machines en Roumanie, avait promis de nouvelles productions qui n'ont jamais vu le jour. Des ouvriers proches de la retraite espèrent pouvoir bénéficier de mesures d'accompagnement pour quitter enfin l'usine; d'autres, qui sont loin de cette perspective, comptent sur des indemnités importantes. Le sentiment domine depuis des années que cette usine,

isolée dans la campagne, va fermer. Personne ne peut se sentir protégé. Les plans des patrons ne sont que des improvisations successives, tant ils naviguent à vue au gré des vicissitudes chaotiques de leur économie.

La seule garantie pour les travailleurs contre les licenciements, pour exiger de véritables compensations financières pour ceux d'entre eux qui perdront leur emploi, pour obtenir des mesures d'accompagnement à la retraite conséquentes, sera leur mobilisation collective.

Correspondant LO

Éboueurs – Belfort: après un accident grave, la colère

Mardi matin 5 novembre, au cours d'une tournée de ramassage des ordures ménagères dans une rue de Vézelois, une commune de l'agglomération de Belfort où le trafic est intense à cette heure, le ripeur descendu du marchepied a été percuté par une voiture. Polytraumatisé, il

a été transporté au CHU de Besançon.

Choqués et en colère, le lendemain, l'ensemble des éboueurs ont exercé leur droit de retrait. Seule une tournée sur dix a été effectuée. Ils dénoncent des horaires et des conditions de travail qui mettent en péril leur sécurité. Et ils

réclament un retour à l'ancien horaire de 5 heures à 12 heures, qui permettait, en commençant plus tôt le matin, d'éviter le ramassage des déchets au plus fort du trafic.

C'est Meslot, maire de Belfort et président de l'agglomération, qui avait imposé en 2014 de faire partir

les tournées plus tard, à 6 heures, malgré les protestations des éboueurs.

Après cet accident, Meslot a osé déclarer que le retour à l'ancien horaire était « une vieille revendication, peut-être pour se faire payer une heure de nuit »...

Ce grave accident qui a fait réagir collectivement

les éboueurs est aussi la conséquence d'une politique générale d'économies au détriment des conditions de travail et de la sécurité des travailleurs. Une sale politique dans laquelle le président du Grand Belfort a sa part de responsabilité.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

11 novembre : leurs guerres, leurs profits

Comme chaque année, les cérémonies du 11 novembre ont rassemblé devant les monuments aux morts les sommets de l'appareil d'État, les ex-présidents, les ministres en exercice et ceux qui veulent le devenir, les représentants des cultes, les anciens combattants, contents d'en être revenus, accompagnés d'enfants des écoles.

Comme chaque année, le président a rappelé le sacrifice des héros, la défense de la liberté et celle de la France. Comme chaque année l'ensemble des médias a répercuté l'information et tourné des images de garde-à-vous, de tricolore et de généraux décorés jusqu'aux dents.

La terrible liste des morts sur les monuments de chaque village, les récits racontant la boucherie et ceux retraçant les mutineries et les révoltes, les études des historiens sur le mécanisme ayant mené au conflit n'ont rien changé. Depuis 101 ans, l'État continue de célébrer la victoire de 1918 et de dire qu'il s'agissait alors de défendre « la France ».

La vérité officielle n'a pas fondamentalement changé depuis un siècle. Il n'est pas question d'avouer que la guerre de 1914 a mis aux prises des puissances impérialistes qui se disputaient le marché mondial. La France, c'est-à-dire l'État et la classe dirigeante, défendaient leur

liberté d'exploiter les esclaves coloniaux et les prolétaires métropolitains. La victoire, acquise aux prix de millions de morts, paysans et ouvriers pour la plupart, a permis d'étendre le domaine colonial et d'imposer des réparations à l'Allemagne. Après la guerre, les campagnes étaient dépeuplées, le nord du pays en ruine, les ouvriers affamés, les peuples colonisés exsangues, les blessés et traumatisés innombrables, mais les capitalistes de l'acier, du caoutchouc et de la banque se portaient à merveille.

Censée être la der des der, la guerre de 1914 n'avait rien réglé et les puissances impérialistes s'entredéchirèrent à nouveau à peine vingt ans après. Depuis, quelles que soient les circonstances, les impérialismes ont continué à entretenir des armées qui interviennent partout où leurs intérêts semblent menacés.

Cette année, les cérémonies du 11 novembre ont été l'occasion d'inaugurer



Le monument aux morts pour la France en opérations extérieures.

un nouveau monument aux morts. Situé dans le parc André-Citroën à Paris, il célèbre 549 soldats français morts depuis 1963 et la fin de la guerre d'Algérie dans des opérations extérieures. La vérité officielle est toujours qu'ils sont tombés pour la « défense de la France ». Mais en quoi celle-ci était-elle menacée ? En réalité, l'armée française a continué d'être utilisée dans toute cette période avec les mêmes objectifs que dans les guerres précédentes : défendre les intérêts économiques, stratégiques ou diplomatiques

de l'impérialisme français. C'est-à-dire assurer la présence aux quatre coins du monde des capitalistes français et les profits qu'ils en tirent.

Le lendemain, 12 novembre, le président inaugurerait un forum de la paix. Officiellement, on parle de la « défense de la paix » à propos des interventions extérieures de l'armée française. Mais ces opérations font partie d'une guerre permanente menée dans toute une partie du monde, accompagnée de famines et d'exodes. La « défense de la paix » c'est aussi la

préparation permanente de la guerre entre grands, comme le montre la permanente course aux armements et les budgets colossaux qui y sont engloutis.

Alors, les politiciens officiels, de Macron et le Pen à ceux de la gauche officielle, en passant par toutes les nuances des défenseurs de l'ordre social, peuvent bien se presser aux cérémonies du 11 novembre. Ce n'est pas la place des travailleurs conscients, pour qui il n'y a qu'une seule guerre juste et qu'une victoire possible : la révolution sociale.

Paul Galois

Murs de la honte : un de perdu, dix de retrouvés

L'anniversaire de la chute du mur de Berlin a donné lieu à d'innombrables commentaires pour se réjouir de l'événement, dénonçant le caractère honteux de ce mur. Il ne faut cependant pas oublier que, depuis, des dizaines et des dizaines de murs semblables, ou pires, ont été construits.



Des sommes énormes sont englouties par les États pour la construction de murs et pour leur surveillance. Des industriels se sont engouffrés dans ce marché du frontalier militaire, qui

est chiffré à plus de 20 milliards de dollars annuels.

Ainsi, s'il existait 16 murs-frontières en 1989, il y en aurait aujourd'hui plus de 65, totalisant des milliers de kilomètres de murs ou

de barbelés, de barrières électrifiées hérissées de miradors et des moyens électroniques toujours plus sophistiqués mobilisant des centaines de milliers de soldats au total.

En Europe, depuis la chute du mur de Berlin, de nombreux murs ont été édifiés. Ainsi, la Hongrie a bâti en 2015, au plus fort de la crise migratoire et en quelques mois, à la frontière avec la Serbie, un mur de 4 mètres de haut et de 175 kilomètres de long, renforcé par des barbelés. De même, le gouvernement bulgare a dressé un mur à la frontière turque, dans la partie la moins montagneuse, pour interdire aux migrants d'entrer par là dans l'Union européenne. La Lituanie a lancé, en 2017, la construction d'une barrière avec l'enclave russe de Kaliningrad. Un porte-parole gouvernemental l'a justifiée en déclarant qu'elle « aidera la Lituanie à lutter contre la contrebande et les passages illégaux de la frontière. Si nous voulons que la zone Schengen fonctionne bien, nous devons disposer d'une frontière externe de l'UE bien protégée. »

En France, il y a le mur de Calais. Son nom officiel

est « mur de protection antimigrants ». Terminé en 2017, à la demande et avec le concours financier du gouvernement britannique, ce mur complète les 50 km de barbelés autour de la zone du port et du tunnel.

Le mur israélien entourant la Palestine a été construit à partir de 2002. Aujourd'hui, long d'environ 681 km, il empiète sur des terres agricoles palestiniennes et participe à la tentative d'annexion de ce territoire.

Le mur fétiche de Trump entre les États-Unis et le Mexique existe depuis 1994. Le Secure Fence Act, promulgué par Bush en 2006, prévoit d'étendre considérablement les barrières existantes. Aujourd'hui, il mesure 2 500 kilomètres, sans compter les centaines de kilomètres promis. Son simple entretien et sa consolidation coûtent des centaines de millions de dollars chaque année.

En 2004, suite au conflit entre l'Inde et le Pakistan au Cachemire, 550 kilomètres de mur ont été construits, donnant lieu, des deux côtés de la frontière, à des démonstrations nationalistes. Mais un des murs les plus importants au monde a été

achevé fin 2010 par l'Inde, le long de sa frontière avec le Bangladesh, c'est-à-dire sur plus de 2 700 kilomètres. Grillage électrifié, barbelés, paroi en béton, il est surnommé le « mur de la honte ».

Depuis 1995, les villes espagnoles de Ceuta et de Melilla, enclavées sur la côte marocaine, sont séparées du territoire marocain par des doubles clôtures de 6 m de hauteur, pour tenter d'arrêter l'immigration clandestine.

Mais ces murs n'ont jamais arrêté les migrants, en particulier les plus pauvres et les plus désespérés. Les murs, les barrières, les barbelés et les contrôles qui les accompagnent sont à l'image de la politique des dirigeants du monde capitaliste, régnant sur leurs territoires en faisant tout pour arrêter ceux qui voudraient échapper à l'enfermement pour tenter de vivre un peu mieux, quitte à les jeter dans de véritables camps de concentration. Ce qu'ils reprochaient aux dirigeants des pays de l'Est européens a été multiplié par dix ou par cent. Sans doute la preuve de la supériorité du capitalisme.

Bertrand Gordes